



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 8 MARS 2022
GEMEENTERAAD VAN 8 MAART 2022

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Fatima Abbach, <i>Présidente/Voorzitster</i> ;
Aanwezig	Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Séverine De Laveleye, Caroline Dupont, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils, Francis Dagrin, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Stéphane Roberti, <i>La Bourgmestre/De Burgemeester</i> ;
Verontschuldigd	Stéphanie Koplowicz, Christiane Defays, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

La séance se tient via l'application Teams.
De zitting vindt plaats via de toepassing Teams.

Mme. Dupont est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.
Mevr. Dupont wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

Madame Abbach salue la Journée internationale des droits des femmes en ce 8 mars.
A cette occasion, les conseillères communales déclarent :

Nous, femmes mandataires forestoises, souhaitons saisir l'opportunité de ce Conseil communal du 8 mars, journée internationale des droits des femmes, pour rappeler nos préoccupations concernant ces droits et les grands défis qui perdurent pour atteindre l'égalité effective entre les femmes et les hommes dans nos sociétés. Nous nous exprimons ce soir en notre nom et au nom de tous nos collègues, qui dans toutes les familles politiques présentes au Conseil Communal, s'engagent à nos côtés.

Nous faisons entendre notre voix pour dénoncer le fait que les femmes restent confrontées à des violences de différents types, domestiques, physiques, psychologiques, sexuelles, économiques, et ce juste parce qu'elles sont femmes.

En ce 8 mars 2022, nous comptons déjà 7 féminicides dans notre pays. Ils sont l'aboutissement des violences qu'un trop grand nombre de femmes subissent au sein de leur couple. En Belgique, une femme sur trois est en effet confrontée à l'une de ces formes de violence. Nous dénonçons l'étendue des violences faites aux femmes, qui va au-delà du cadre familial pour s'exercer en tout lieu et au sein de tous les milieux sociaux. En accord avec la Convention d'Istanbul, nous reconnaissons qu'il existe un lien systémique entre la violence à l'encontre des femmes et une organisation historique de la société qui a légitimé la domination et la discrimination des femmes, qui perdurent jusqu'à aujourd'hui.

Nous portons notre voix pour faire reconnaître et pour dénoncer les diverses formes de sexisme

auxquelles sont confrontées les femmes dans tous les secteurs de la société : sur leur lieu de travail, dans l'espace public, dans le cadre de leur vie sociale ou festive, mais aussi dans l'espace public numérique. Nous devons faire reconnaître que les comportements sexistes nuisent aux femmes et à l'ensemble de la société parce qu'ils affectent profondément les femmes qui ont à les subir, freinent leur accès au développement de leur plein potentiel, perpétuent les inégalités, entravent l'émancipation sociale et économique des femmes et par conséquent la reconnaissance de leurs droits et libertés, tels que notamment leur droit fondamental à disposer de leur corps.

Nous devons faire reconnaître que les femmes sont plus vulnérables économiquement. Une femme dans le monde du travail subit encore aujourd'hui l'écart salarial et se heurte au plafond de verre et au plancher collant. Elles restent moins représentées dans certaines sphères professionnelles. En outre, elles continuent de subir un déséquilibre important dans la répartition entre le travail rémunéré et travail non rémunéré, c'est à dire celui par lequel elles prennent soin des enfants d'autres membres de la famille, et le manque de reconnaissance de ce dernier. Ces pratiques tendent à les précariser davantage tout au long de leur vie, y compris quand elles sont à la pension.

En tant que femmes mandataires politiques, nous devons faire reconnaître et dénoncer que, en dépit d'avancées notables ces dernières années, les femmes restent encore et toujours moins représentées dans les assemblées politiques. Dans notre commune de Forest, nous pouvons nous réjouir que plus de 40% des mandataires élus soient des femmes et que la parité soit effective au sein du Collège.

Enfin, nous devons faire reconnaître et dénoncer que certaines femmes sont particulièrement exposées aux inégalités de genre, notamment les femmes en situation de handicaps, les femmes issues des minorités et les femmes à haut niveau de vulnérabilité économique.

Nous nous devons d'encourager et de faire reconnaître toutes les actions par lesquelles les femmes s'organisent, dénoncent, interpellent tous les acteurs de la société. Les femmes défendent leurs droits et construisent leur propre émancipation. Le chemin parcouru vers plus d'égalité est significatif, et nous le reconnaissons, mais la route vers l'égalité est encore longue.

Nous sommes convaincues que le changement sociétal amorcé doit se poursuivre plus en profondeur afin de modifier structurellement la place des femmes dans notre société. Chacun et chacune d'entre nous peut et doit contribuer à ce changement. A commencer par nous, mandataires politiques, parce que nous avons, à tous les niveaux de pouvoir, des leviers importants pour lutter contre les inégalités. A ce titre, pour marquer cette date symbolique du 8 mars, nous, femmes mandataires politiques avec les collègues qui s'engagent à nos côtés dans ce combat, affirmons notre engagement à agir en faveur de l'égalité et de l'émancipation des femmes. Par ailleurs, nous appelons les exécutifs des différents niveaux de pouvoirs à poursuivre et renforcer encore leurs efforts pour garantir l'égalité.

Enfin, au niveau forestois, nous nous engageons à poursuivre les efforts dans ce sens et notamment :

- à soutenir la formation des personnels de la commune et de la zone de police à l'accueil des femmes victimes de violences,*
- à encourager l'éducation à l'égalité filles-garçons dans les établissements scolaires de la commune de Forest et les activités extrascolaires communales,*
- à créer des espaces publics inclusifs,*
- à sensibiliser les acteurs économiques, et notamment le secteur de l'Horeca, à leur rôle dans la prévention des actes de violence envers les femmes,*
- à publier régulièrement des articles en ce sens dans le journal communal,*
- et toutes actions visant à renforcer le plein exercice des droits des femmes dans notre commune.*

Mevrouw Abbach is verheugd over de Internationale Dag van de Rechten van de Vrouw op 8 maart.

Bij deze gelegenheid verklaren de vrouwelijke gemeenteraadsleden het volgende:

Wij, de vrouwelijke raadsleden van Vorst, willen deze gemeenteraadszitting op 8 maart, de Internationale Dag van de Rechten van de Vrouw, aangrijpen om te herinneren aan onze bezorgdheid over deze rechten en de grote uitdagingen die er nog bestaan om in onze samenlevingen daadwerkelijk gelijkheid tussen vrouwen en mannen tot stand te brengen. Wij spreken vanavond in

eigen naam en in naam van al onze collega's van alle politieke families die in de gemeenteraad aanwezig zijn en die zich ertoe verbonden hebben met ons samen te werken.

Wij laten onze stem horen om het feit aan de kaak te stellen dat vrouwen nog steeds geconfronteerd worden met verschillende soorten geweld, huiselijk, fysiek, psychologisch, seksueel en economisch, alleen omdat zij vrouwen zijn.

Op 8 maart 2022 zijn er al 7 vrouwenmoorden in ons land. Zij zijn het resultaat van het geweld dat te veel vrouwen binnen hun relatie ondergaan. In België wordt één vrouw op drie geconfronteerd met één van deze vormen van geweld. Wij stellen de omvang aan de kaak van het geweld tegen vrouwen, dat de familiale sfeer overstijgt en overal en in alle sociale milieus wordt uitgeoefend. In overeenstemming met het Verdrag van Istanbul erkennen wij dat er een systematisch verband bestaat tussen geweld tegen vrouwen en een historische organisatie van de samenleving die de overheersing en discriminatie van vrouwen heeft gelegitimeerd en die tot op de dag van vandaag voortduren.

Wij verheffen onze stem om de verschillende vormen van seksisme waarmee vrouwen in alle sectoren van de samenleving worden geconfronteerd, te erkennen en aan de kaak te stellen: op de werkplek, in de openbare ruimte, in hun sociale of uitgaansleven, maar ook in de digitale openbare ruimte. Wij moeten erkennen dat seksistisch gedrag schadelijk is voor vrouwen en voor de samenleving als geheel, omdat het de vrouwen die er het slachtoffer van zijn diep treft, hun toegang tot de ontplooiing van hun volledige potentieel bemoeilijkt, ongelijkheden bestendigt, de sociale en economische emancipatie van vrouwen en bijgevolg de erkenning van hun rechten en vrijheden, zoals hun grondrecht om over hun eigen lichaam te beschikken, verhindert.

Wij moeten erkennen dat vrouwen economisch kwetsbaarder zijn. Een vrouw in de arbeidswereld lijdt ook vandaag nog onder de loonkloof en stuit op het glazen plafond en de plakkende vloer. Zij blijven minder vertegenwoordigd in bepaalde beroepssferen. Bovendien hebben zij nog steeds te lijden onder een aanzienlijke onevenwichtigheid in de verdeling tussen betaald en onbetaald werk, d.w.z. werk waarbij zij zorgen voor de kinderen van andere familieleden, en het gebrek aan erkenning van dit laatste. Deze praktijken maken hen hun hele leven kwetsbaarder, ook wanneer zij met pensioen zijn.

Als vrouwelijke politieke mandatarissen moeten wij ervoor zorgen dat wij het feit erkennen en aan de kaak stellen dat, ondanks de aanzienlijke vooruitgang van de afgelopen jaren, vrouwen nog steeds minder vertegenwoordigd zijn in de politieke vergaderingen. In onze gemeente Vorst mogen wij ons verheugen over het feit dat meer dan 40% van de verkozenen vrouw is en dat er binnen het College daadwerkelijk sprake is van pariteit.

Tot slot moeten wij erkennen en aan de kaak stellen dat sommige vrouwen in het bijzonder blootstaan aan genderongelijkheid, met name vrouwen met een handicap, vrouwen uit minderheidsgroepen en vrouwen met een grote economische kwetsbaarheid.

Wij moeten alle acties waarmee vrouwen zich organiseren, aan de kaak stellen en alle actoren in de samenleving uitdagen, aanmoedigen en erkennen. Vrouwen verdedigen hun rechten en bouwen aan hun eigen emancipatie. De afgelegde weg naar meer gelijkheid is aanzienlijk, en dat erkennen wij, maar de weg naar gelijkheid is nog lang.

Wij zijn ervan overtuigd dat de in gang gezette maatschappelijke verandering verder moet worden doorgevoerd om de plaats van de vrouw in onze samenleving structureel te wijzigen. Ieder van ons kan en moet aan deze verandering bijdragen. Te beginnen met ons, politieke mandatarissen, omdat wij, op alle beleidsniveaus, belangrijke hefbomen hebben om ongelijkheid te bestrijden.

Daarom bevestigen wij, vrouwelijke politieke mandatarissen, ter gelegenheid van deze symbolische datum 8 maart, met onze collega's die zich samen met ons voor deze strijd inzetten, dat wij ons ertoe zullen verbinden actie te ondernemen voor de gelijkheid en de emancipatie van de vrouw. Voorts roepen wij de uitvoerende organen van de verschillende beleidsniveaus op hun inspanningen om gelijkheid te waarborgen voort te zetten en te versterken.

Op het niveau van Vorst ten slotte verbinden wij ons ertoe onze inspanningen in die richting voort te zetten en met name:

- de opleiding van het personeel van de gemeente en de politiezone op het gebied van de opvang van vrouwelijke slachtoffers van geweld ondersteunen,*
- educatie rond de gelijkheid van meisjes en jongens in de scholen van de gemeente Vorst en in gemeentelijke buitenschoolse activiteiten aanmoedigen,*

- *inclusieve openbare ruimten creëren,*
- *de economische actoren, en meer bepaald de horecasector, bewust maken van hun rol bij het voorkomen van geweldsdaden tegenover vrouwen,*
- *regelmatig artikels hierover publiceren in het gemeentebblad,*
- *en alle acties die erop gericht zijn de volledige uitoefening van de rechten van de vrouwen in onze gemeente te versterken.*

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

1 Revitalisation des quartiers – ABÏ – Projet FabrÏk – Convention d’occupation revue pour les espaces de « La FabrÏk ABÏ » : ajout du bâtiment 22-24 chaussée de Bruxelles, 1190 Forest.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant le projet de rénovation de l’abbaye de Forest et sa reconversion en Pôle Culturel (ABÏ) ;

Considérant la volonté du collège de soutenir les dynamiques associatives et citoyennes à travers la mise à disposition de locaux communaux disponibles à l’Abbaye de Forest ;

Considérant que dans le cadre du projet FabrÏk, l’idée est de maintenir et amplifier une dynamique culturelle et artistique à l’abbaye de Forest en attendant le début des travaux, et que dans ce cadre la Commune met à disposition certains locaux ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 novembre 2021 :

D’approuver la reprise en gestion par l’équipe ABÏ des galeries 1 et 2 (aile courbe ouest de l’Abbaye de Forest) dans le cadre du projet FabrÏk ;

D’approuver le modèle de convention d’occupation proposé en annexe ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par la Bourgmestre f.f. ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer la convention d’occupation avec les différentes associations et habitants demandeurs.

Considérant que la Green Fabric ABÏ remettra les clefs le 2 mai 2022 auprès du service Revitalisation des quartiers ;

Considérant que la date de démolition du bâtiment a été reculée à l’automne 2022 ;

Considérant que la Green Fabric a trouvé un nouveau lieu entre temps ;

Considérant que l’objectif est de ne pas laisser un bâtiment vide jusqu’à sa démolition, de l’utiliser lors des événements à venir (points information et ateliers ponctuels au rez-de-chaussée et loges pour les artistes aux étages) et de mettre à disposition le rez-de-chaussée ponctuellement pour des ateliers ouverts au public, des réunions ou des résidences d’artistes au même titre que ce qui est prévu pour les espaces FabrÏk ABÏ ;

Considérant que toutes les pratiques artistiques dans la limite de leur faisabilité technique et des disponibilités des espaces sont bienvenues et que ces derniers sont mis à disposition en priorité aux habitants et associations forestoises qui développent des activités artistiques et culturelles en lien avec

les activités du futur pôle (à savoir la danse, la musique, les arts parlés, l'écriture, la lecture, les arts plastique et visuels) ;

Considérant qu'il est suggéré que désormais les espaces de « La Fabryk ABÿ » mis à disposition à l'abbaye de Forest dans le cadre du projet Fabryk soient, dans la limite des disponibilités :

- Les Galeries 1 et 2
- La Galerie 3 (l'actuelle Fabryk ABÿ)
- Le bâtiment sis 22-24 chaussée de Bruxelles à 1190 Forest
- La salle orange dans des cadres exceptionnels comme lors d'événements plus importants ;

Considérant la nécessité de formaliser les règles, obligations et modalités d'occupations des différents locaux dans une convention ;

Considérant que les modifications suivantes sont suggérées :

Article 1^{er} : Désignation des espaces de La Fabryk ABÿ

*La commune met à disposition du bénéficiaire les espaces de la Fabryk ABÿ, soit :
(Biffer les espaces qui ne sont pas mis à disposition)*

- *Les galeries 1 et 2 (et les sanitaires adjacents)*
- *La galerie 3 (et le local technique adjacent)*
- *La salle orange*
- *Le 22-24 (sis 22-24 chaussée de Bruxelles, 1190 Forest) rez-de-chaussée*
- *Le 22-24 (sis 22-24 chaussée de Bruxelles, 1190 Forest) rez-de-chaussée + étages*

Article 3 : Remise des clefs
(Biffer la mention inutile)

- *Galerie 1 et 2 : 1 clef*
- *Galerie 3 : 2 clefs*
- *Salle orange : 2 clefs*
- *Le 22-24 : 2 clefs*
- *Le 22-24 : 5 clefs*

Article 14 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et testée sans effet.

La révocation pour des motifs d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnisation.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution du bénéficiaire ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

Considérant que la mise à disposition continuera de se faire à titre gratuit ;

Considérant la proposition de convention en annexe ;

DECIDE :

D'approuver d'ajouter le bâtiment sis 22-24 Chaussée de Bruxelles à 1190 Forest dans le cadre du projet Fabryk ;

D'approuver le modèle de convention d'occupation adaptée proposé en annexe, avec les modifications suivantes :

Article 1^{er} : Désignation des espaces de La Fabryk ABÿ

*La commune met à disposition du bénéficiaire les espaces de la Fabryk ABÿ, soit :
(Biffer les espaces qui ne sont pas mis à disposition)*

- *Les galeries 1 et 2 (et les sanitaires adjacents)*
- *La galerie 3 (et le local technique adjacent)*
- *La salle orange*
- *Le 22-24 (sis 22-24 chaussée de Bruxelles, 1190 Forest) rez-de-chaussée*
- *Le 22-24 (sis 22-24 chaussée de Bruxelles, 1190 Forest) rez-de-chaussée + étages*

Article 3 : Remise des clefs

(Biffer la mention inutile)

- *Galerie 1 et 2 : 1 clef*
- *Galerie 3 : 2 clefs*
- *Salle orange : 2 clefs*
- *Le 22-24 : 2 clefs*
- *Le 22-24 : 5 clefs*

Article 14 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et testée sans effet.

La révocation pour des motifs d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnisation.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution du bénéficiaire ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure. ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par la Bourgmestre f.f. ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer la convention d'occupation avec les différentes associations et habitants demandeurs.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – ABÿ – Project Fabryk – Herziene overeenkomst voor het gebruik van de ruimten van Fabryk ABÿ: toevoeging van het gebouw Brusselsesteenweg 22-24 te 1190 Vorst.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende het project voor de renovatie van de Abdij van Vorst en haar reconversie tot Culturele Pool (ABÿ);

Overwegende de wil van het College om de dynamiek van verenigingen en burgers te ondersteunen

via de terbeschikkingstelling van gemeentelijke lokalen in de Abdij van Vorst;

Overwegende dat het in het kader van het project Fabryk de bedoeling is om in afwachting van het begin van de werkzaamheden een culturele en artistieke dynamiek in de abdij van Vorst in stand te houden en te versterken, en dat de gemeente in dat kader bepaalde lokalen ter beschikking stelt;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 23/11/2021:

Goedkeuring te verlenen aan de overname van het beheer door het ABY-team van galerij 1 en 2 (westelijke boogvlugel van de Abdij van Vorst) in het kader van het project Fabryk;
Goedkeuring te verlenen aan het model van gebruiksovereenkomst voorgesteld in bijlage;
Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de wnd. Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de gebruiksovereenkomst te ondertekenen met de verschillende verenigingen en inwoners die erom vragen.

Overwegende dat Green Fabric ABY op 2 mei 2022 de sleutels zal overdragen aan de dienst Heropleving van de Wijken;

Overwegende dat de sloopdatum van het gebouw is uitgesteld tot het najaar van 2022;

Overwegende dat Green Fabric intussen een nieuwe locatie heeft gevonden;

Overwegende dat het doel is een gebouw niet leeg te laten staan tot het wordt gesloopt, het te gebruiken voor toekomstige evenementen (informatiepunten en occasionele workshops op de benedenverdieping en loges voor de artiesten op de verdiepingen) en de benedenverdieping occasioneel ter beschikking te stellen voor workshops die toegankelijk zijn voor het publiek, vergaderingen of kunstenaarsresidenties, zoals ook is gepland voor de ruimten van Fabryk ABY;

Overwegende dat alle mogelijke kunstvormen binnen de grenzen van hun technische haalbaarheid en de beschikbaarheid van de ruimten welkom zijn en dat deze ruimten bij voorrang ter beschikking worden gesteld aan inwoners en verenigingen van Vorst die artistieke en culturele activiteiten beoefenen die aansluiten bij de activiteiten van de toekomstige pool (d.w.z. dans, muziek, woordkunst, schrijven, lezen, plastische en visuele kunsten);

Overwegende dat wordt voorgesteld dat de volgende ruimten van Fabryk ABY in het kader van het project Fabryk in de abdij van Vorst ter beschikking worden gesteld:

- Galerij 1 en 2
- Galerij 3 (de huidige Fabryk ABY)
- Het gebouw gelegen Brusselsesteenweg 22-24 te 1190 Vorst
- De oranje zaal in uitzonderlijke kaders zoals bij belangrijke evenementen;

Overwegende de noodzaak om de regels, verplichtingen en modaliteiten inzake het gebruik van de verschillende lokalen in een overeenkomst te formaliseren;

Overwegende dat de volgende wijzigingen worden gesuggereerd:

Artikel 1. Bepaling van de ruimten van Fabryk ABY

*De gemeente stelt de begunstigde de ruimten van Fabryk ABY ter beschikking, zijnde:
(Schrappen wat niet past)*

- *Galerij 1 en 2 (en bijhorend sanitair)*
- *Galerij 3 (en bijhorend technisch lokaal)*
- *De oranje zaal*

- *De benedenverdieping van de 22-24 (Brusselsesteenweg 22-24 - 1190 Vorst)*
- *De benedenverdieping + de bovenverdiepingen van de 22-24 (Brusselsesteenweg 22-24 - 1190 Vorst)*

Artikel 3. Overhandiging van de sleutels
(Schrappen wat niet past)

- *Galerij 1 en 2: 1 sleutel*
- *Galerij 3: 2 sleutels*
- *Oranje zaal: 2 sleutels*
- *De 22/24: 2 sleutels*
- *De 22/24: 5 sleutels*

Artikel 14: Ontbinding

Deze overeenkomst kan van rechtswege worden opgezegd na het verstrijken van een termijn van 15 dagen na de verzending door de andere partij van een aangetekende brief met ontvangstbewijs met daarin een ingebrekestelling voor wat moest worden uitgevoerd en die zonder gevolg is gebleven.

Een intrekking om redenen van algemeen belang geeft geen aanleiding tot een schadeloosstelling.

Deze overeenkomst wordt van rechtswege opgezegd in geval van ontbinding van de begunstigde of van vernietiging van de lokalen door toeval of overmacht.

Overwegende dat de terbeschikkingstelling kosteloos zal blijven;

Overwegende het voorstel van overeenkomst als bijlage;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de toevoeging van het gebouw gelegen Brusselsesteenweg 22-24 te 1190 Vorst in het kader van het project Fabryk;

Goedkeuring te verlenen aan het in de bijlage voorgestelde aangepaste model van gebruiksovereenkomst, met de volgende wijzigingen:

Artikel 1. Bepaling van de ruimten van Fabryk ABÏ

*De gemeente stelt de begunstigde de ruimten van Fabryk ABÏ ter beschikking, zijnde:
(Schrappen wat niet past)*

- *Galerij 1 en 2 (en bijhorend sanitair)*
- *Galerij 3 (en bijhorend technisch lokaal)*
- *De oranje zaal*
- *De benedenverdieping van de 22-24 (Brusselsesteenweg 22-24 - 1190 Vorst)*
- *De benedenverdieping + de bovenverdiepingen van de 22-24 (Brusselsesteenweg 22-24 - 1190 Vorst)*

Artikel 3. Overhandiging van de sleutels
(Schrappen wat niet past)

- *Galerij 1 en 2: 1 sleutel*
- *Galerij 3: 2 sleutels*
- *Oranje zaal: 2 sleutels*

- De 22/24: 2 sleutels
- De 22/24: 5 sleutels

Artikel 14: Ontbinding

Deze overeenkomst kan van rechtswege worden opgezegd na het verstrijken van een termijn van 15 dagen na de verzending door de andere partij van een aangetekende brief met ontvangstbewijs met daarin een ingebrekestelling voor wat moest worden uitgevoerd en die zonder gevolg is gebleven.

Een intrekking om redenen van algemeen belang geeft geen aanleiding tot een schadeloosstelling.

Deze overeenkomst wordt van rechtswege opgezegd in geval van ontbinding van de begunstigde of van vernietiging van de lokalen door toeval of overmacht. ;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de wnd. Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de gebruiksovereenkomst te ondertekenen met de verschillende verenigingen en inwoners die erom vragen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Monsieur Hacken demande des précisions quant aux divers dispositifs dans le cadre du projet ABY : Fabrÿck, Green Fabric,...

Monsieur Spapens fournit des précisions quant aux appellations et à la mise en place des différentes activités.

De heer Hacken vraagt precisering over de verschillende voorzieningen in het kader van het project ABY: Fabrÿk, Green Fabric, ...

De heer Spapens geeft toelichting over de benamingen en de uitvoering van de verschillende activiteiten.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

IT - IT

2 **Informatique – Acquisition de matériel informatique via la convention de mandat avec le CIRB - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur

l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit :

« L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents" ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2021 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service INFORMATIQUE 139/742-53/15

7	Netgear M4300-52G-PoE+ - Switch - L3 - Managed - 2 x 7, 10/100/1000/10000 + 2 x 10 Gigabit SFP+ + 48 x 10/100/1000 (PoE+) - front to back airflow - rack-mountable - PoE+ (860 W)	15.461,60€
7	Netgear APS1000W - Power supply - hot-plug / redundant (plug-in module) - AC 110-240 V - 1000 Watt - Europe, Americas	4.659,41€
5	Netgear M4300-48XF - Switch - L3 - Managed - 48 x 10GBase-X SFP+ + 2 x shared 10GBase-T - rack-mountable	17.490,10 €
5	Netgear APS250W - Power supply - redundant (internal) - AC 110- 240 V - 250 Watt - Europe, Americas - for NETGEAR M4300-12X12F, M4300-24X, M4300-24X24F, M4300-48X (250 Watt), M4300-8X8F (250 Watt)	1.052,35 €
3	Netgear M4300-12X12F - Switch - L3 - Managed - 12 x 10/100/1000/10000 + 12 x 10 Gigabit SFP+ - front to back airflow -rack-mountable	6.626,40 €
12	Netgear ProSafe - Stacking cable - SFP+ to SFP+ - 1 m	604,08 €
2	Netgear M4300-12X12F - Switch - L3 - Managed - 12 x 10/100/1000/10000 + 12 x 10 Gigabit SFP+ - front to back airflow -	4.417,60 €

6	Netgear ProSafe AXM763 - SFP+ transceiver module - 10 GigE -10GBase-LRM - LC multi-mode - up to 260 m	2.017,38 €
6	ACT 2m LSZH Multimode 50/125 OM3 fiber patch cable duplex with LC connectors	57,12 €
2	Netgear Insight Pro - subscription license (5 years) - 10 managed devices	1.360,00 €
2	Eaton 9PX 5000VA/45000W with HotSwap Maintenance Bypass	4.393,80 €
2	Eaton Rack kit 9PX/9SX	0
2	Eaton FlexPDU 12 IEC	0
2	Eaton Gigabit Network Card	437,80 €
1	Shipping cost	20,00 €
TOTAL		58.597,64 €
TOTAL +TVA		70.903,14 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2021 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23/12/2021 de désigner, sur base de la Convention de mandat entre le CIRB et l'Administration communale, le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique pour un montant estimé à 58.597,64 € hors TVA (70.903,140 €, 21% TVAC) et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 139/742-53/- /15 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Informatica – Aankoop van informaticamateriaal via de mandaatovereenkomst met het CIBG - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt:

"Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers

om te gaan.”

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software”;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2021;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst INFORMATICA 139/742-53/15

7	Netgear M4300-52G-PoE+ - Switch - L3 - Managed - 2 x 7, 10/100/1000/10000 + 2 x 10 Gigabit SFP+ + 48 x 10/100/1000 (PoE+) - front to back airflow - rack-mountable - PoE+ (860 W)	€ 15.461,60
7	Netgear APS1000W - Power supply - hot-plug / redundant (plug-in module) - AC 110-240 V - 1000 Watt - Europe, America	€ 4.659,41
5	Netgear M4300-48XF - Switch - L3 - Managed - 48 x 10GBase-X SFP+ + 2 x shared 10GBase-T - rack-mountable	€ 17.490,10
5	Netgear APS250W - Power supply - redundant (internal) - AC 110- 240 V - 250 Watt - Europe, Americas - for NETGEAR M4300-12X12F, M4300-24X, M4300-24X24F, M4300-48X (250 Watt), M4300-8X8F (250 Watt)	€ 1.052,35
3	Netgear M4300-12X12F - Switch - L3 - Managed - 12 x 10/100/1000/10000 + 12 x 10 Gigabit SFP+ - front to back airflow - rack - mountable	€ 6.626,40
12	Netgear ProSafe - Stacking cable - SFP+ to SFP+ - 1 m	€ 604,08
2	Netgear M4300-12X12F - Switch - L3 - Managed - 12 x 10/100/1000/10000 + 12 x 10 Gigabit SFP+ - front to back airflow -	€ 4.417,60
6	Netgear ProSafe AXM763 - SFP+ transceiver module - 10 GigE -10GBase-LRM - LC multi-mode - up to 260 m	€ 2.017,38
6	ACT 2m LSZH Multimode 50/125 OM3 fiber patch cable duplex with LC connectors	€ 57,12
2	Netgear Insight Pro - subscription license (5 years) - 10 managed devices	€ 1.360,00
2	Eaton 9PX 5000VA/45000W with HotSwap Maintenance Bypass	€ 4.393,80
2	Eaton Rack kit 9PX/9SX	0

2	Eaton FlexPDU 12 IEC	0
2	Eaton Gigabit Network Card	€ 437,80
1	Shipping cost	€ 20,00
TOTAAL		€ 58.597,64
TOTAAL incl. btw		€ 70.903,14

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2021;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23/12/2021 om, op basis van de mandaatovereenkomst tussen het CIBG en het Gemeentebestuur, het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informaticamateriaal voor een geraamd bedrag van 58.597,64 € excl. btw (70.903,140 €, incl. 21% btw) en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 139/742-53/- /15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 Informatique – Acquisition de matériel informatique et téléphonique - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2021 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour l'installation et l'intégration dans le parc informatique communal ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service INFORMATIQUE 139/742-53/15

Quantité		Prix X Qtité
11	Laptop 840 G8	11.330,00 €
TOTAL		11.330,00 €
TOTAL +TVA		13.715,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2021, soit 14.000,00 € ;

Pour le service Prévention 300/742-54/40

Quantité		Prix X Qtité
19	Nokia g10 NIGHT BLUE - HANDSET	1.988,54 €
TOTAL		1.988,54 €
TOTAL +TVA		2.410,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 300/742-54/40 du service extraordinaire du budget 2021, soit 2.500,00 € ;

Pour le service IP 7201/742-53/15

Quantité		Prix X Qtité
5	Activpanel V7 Titanium 70'' 4K + support	19.725,00 €
9	Laptop 850 G8	11.025,00 €
TOTAL		30.750,00 €
TOTAL +TVA		37.210,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2021, soit 65.500,00 € ;

Pour le service CONTAT DE QUARTIER 9308/742-54/40

Quantité		Prix X Qtité
2	SAMSUNG A217F GALAXY A21S WHITE - HANDSET	312,50 €
TOTAL		312,50 €
TOTAL +TVA		380,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 9308/742-54/40 du service extraordinaire du budget 2021, soit 400,00 € ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23/12/2021 de désigner, sur base de la Convention de mandat entre le CIRB et l'Administration communale, le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique pour un montant estimé à 11.330,00 € hors TVA (13.715,00 €, 21% TVAC) et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 139/742-53/- /15 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par emprunt).

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23/12/2021 de désigner, sur base de la Convention de mandat entre le CIRB et l'Administration communale, le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique pour un montant estimé à 1.988,54 € hors TVA (2.410,00 €, 21% TVAC) et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 300/742-54/- /40 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par SUSIDES).

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23/12/2021 de désigner, sur base de la Convention de mandat entre le CIRB et l'Administration communale, le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique pour un montant estimé à 30.750,00 € hors TVA (37.210,00 €, 21% TVAC) et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 7201/742-53/- /15 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par SUBSIDES).

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23/12/2021 de désigner, sur base de la Convention de mandat entre le CIRB et l'Administration communale, le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique pour un montant estimé à 312,50 € hors TVA (380,00 €, 21% TVAC) et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 9308/742-54/- /40 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par SUSIDES).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Informatica - Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt: "Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software";

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2021;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor installatie en integratie in het gemeentelijke informaticapark;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst INFORMATICA 139/742-53/15

Hoeveelheid		Prijs x hoeveelheid
11	Laptop 840 G8	€ 11.330,00
TOTAAL		€ 11.330,00
TOTAAL incl. btw		€ 13.715,00

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2021, namelijk 14.000,00 €;

Voor de dienst Preventie 300/742-54/40

Hoeveelheid		Prijs x hoeveelheid
19	Nokia G10 NIGHT BLUE - HANDSET	€ 1.988,54
TOTAAL		€ 1.988,54
TOTAAL incl. btw		€ 2.410,00

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 300/742-54/40 van de buitengewone dienst van de begroting 2021, namelijk 2.500,00 €;

Voor de dienst Openbaar Onderwijs 7201/742-53/15

Hoeveelheid		Prijs x hoeveelheid
5	ActivPanel V7 Titanium 70'' 4K + drager	€ 19.725,00
9	Laptop 850 G8	€ 11.025,00
TOTAAL		€ 30.750,00
TOTAAL incl. btw		€ 37.210,00

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2021, namelijk 65.500,00 €;

Voor de dienst WIJKCONTRACTEN 9308/742-54/40

Hoeveelheid		Prijs x hoeveelheid
2	SAMSUNG A217F GALAXY A21S WHITE - HANDSET	€ 312,50
TOTAAL		€ 312,50
TOTAAL incl. btw		€ 380,00

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 9308/742-54/40 van de buitengewone dienst van de begroting 2021, namelijk 400,00 €;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23/12/2021 om, op basis van de mandaatovereenkomst tussen het CIBG en het Gemeentebestuur, het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informaticamateriaal voor een geraamd bedrag van 11.330,00 € excl. btw (13.715,00 €, incl. 21% btw) en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 139/742-53/- /15 van

de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door lening);

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23/12/2021 om, op basis van de mandaatovereenkomst tussen het CIBG en het Gemeentebestuur, het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informaticamateriaal voor een geraamd bedrag van 1.988,54 € excl. btw (2.410,00 €, incl. 21% btw) en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 300/742-54/- /40 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door SUBSIDIES);

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23/12/2021 om, op basis van de mandaatovereenkomst tussen het CIBG en het Gemeentebestuur, het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informaticamateriaal voor een geraamd bedrag van 30.750,00 € excl. btw (37.210,00 €, incl. 21% btw) en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 7201/742-53/- /15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door SUBSIDIES);

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23/12/2021 om, op basis van de mandaatovereenkomst tussen het CIBG en het Gemeentebestuur, het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informaticamateriaal voor een geraamd bedrag van 312,50 € excl. btw (380,00 €, incl. 21% btw) en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 9308/742-54/- /40 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door SUBSIDIES).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

VIE URBAINE - STADSLEVEN

Intergénérationnel - Intergenerationeel

4 **Intergénérationnel - Seniors - Convention de mise à disposition de locaux entre le Foyer du Sud et la Commune de Forest - Report du 28/10/2021.**

LE CONSEIL,

Considérant la mise à disposition de la Commune par le Foyer du Sud des locaux sis Square Manon 1-6 à Forest depuis 1956 à des fins d'activités intergénérationnelles ;

Considérant que, à l'occasion de la rénovation de ses bâtiments, le Foyer du Sud a rénové ces locaux ;

Considérant la vision et les objectifs du service Séniors (ci-annexés) pour l'utilisation de ce centre ;

Considérant la convention de mise à disposition gratuite (ci-annexée) établie par le service séniors ;

Considérant que le service des Propriétés communales n'a pas formulé de remarques sur cette convention ;

DECIDE :

D'approuver la convention ci-annexée de mise à disposition gratuite par le Foyer du Sud des locaux sis Square Manon 1-6 à Forest à des fins d'activités intergénérationnelles ;

De charger madame la Bourgmestre et madame la Secrétaire communale de signer la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Intergenerationeel - Senioren - Overeenkomst voor terbeschikkingstelling van lokalen tussen de Zuiderhaard en de Gemeente Vorst - Uitstel van 28/10/2021.

DE RAAD,

Overwegende dat de lokalen gelegen Manonsquare 1-6 te Vorst sinds 1956 door de Zuiderhaard aan de Gemeente ter beschikking zijn gesteld voor intergenerationale activiteiten;

Overwegende dat de Zuiderhaard naar aanleiding van de renovatie van zijn gebouwen deze lokalen heeft gerenoveerd;

Overwegende de visie en de doelstellingen van de Seniorendienst (in bijlage) voor het gebruik van dit centrum;

Overwegende de overeenkomst voor gratis terbeschikkingstelling (in bijlage) opgesteld door de Seniorendienst;

Overwegende dat de dienst Gemeentelijke Eigendommen geen opmerkingen over deze overeenkomst heeft geformuleerd;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst voor gratis terbeschikkingstelling door de Zuiderhaard van de lokalen gelegen Manonsquare 1-6 te Vorst voor intergenerationale activiteiten;

Mevrouw de Burgemeester en mevrouw de Gemeentesecretaris te gelasten de overeenkomst te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

5 Intergénérationnel - Séniors - Charte bruxelloise de la solidarité internationale par les communes et la Région de Bruxelles-Capitale.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la Charte ci-jointe pour une solidarité internationale par les communes et la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la déclaration de politique générale 2018-2024 dans laquelle le pouvoir organisateur entend favoriser le soutien et la synergie entre les acteurs bruxellois de la solidarité internationale ;

Considérant l'intérêt qu'il y a pour la commune d'adhérer à cette charte ;

DECIDE :

D'adhérer à la Charte ci-jointe pour une solidarité internationale par les communes et la Région de Bruxelles-Capitale ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de cette charte.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Intergenerationeel - Senioren - Brussels handvest voor internationale solidariteit van de gemeenten en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het bijgevoegde charter voor internationale solidariteit van de gemeenten en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de algemene beleidsverklaring 2018-2024 waarin de inrichtende macht de steun en de synergie tussen de Brusselse actoren van de internationale solidariteit wil bevorderen;

Overwegende het belang dat de Gemeente heeft bij de toetreding tot dit charter;

BESLIST:

Toe te treden tot het bijgevoegde charter voor internationale solidariteit van de gemeenten en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten teneinde de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van dit charter.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

9 annexes / 9 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Sports - Sport

6 Sports – Projet "Je cours pour ma forme" - Convention 2022.

LE CONSEIL,

Considérant le développement par le service des Sports du programme de course à pied accompagnée

« Je cours pour ma Forme » tel que présenté et soumis à l’approbation du Collège en date du 17 décembre 2020 ;

Considérant que le programme a été proposé aux citoyens pour la session d’automne 2021 ;

Considérant les demandes formulées par des citoyens pour intégrer le programme en 2022 ;

Considérant l’intérêt du public pour ce programme ;

Considérant qu’il a été fait appel à l’Agence Locale pour l’Emploi (ALE) pour recruter un agent pouvant répondre aux conditions d’animateur sportif pour mener à bien le projet;

Considérant qu’il s’agit d’une mission d’encadrement de personnes, l’Agence Locale pour l’Emploi a demandé au service des Sports que l’agent désigné pour la prise en charge de ce projet soit accompagné d’un agent communal;

Considérant dès lors qu’il y aurait lieu d’envoyer en formation deux agents communaux afin d’assurer la continuité des prestations au public en cas d’absence de l’un des agents ;

Considérant que la formation d’animateurs sportifs par l’asbl « Sport et santé » est une condition sine qua non pour pouvoir proposer le programme « Je cours pour ma forme »;

Considérant que la pratique de ce sport favorise la socialisation, le partage, la communication et contribue à améliorer ainsi la cohésion sociale ;

Considérant les bienfaits de ce sport tant sur la santé physique que mentale ;

Considérant que les confinements liés à la situation pandémique ont privé certains citoyens d’une pratique sportive en groupe ;

Vu le programme de course à pied accompagnée « Je cours pour ma forme » proposé par l’asbl « Sport et santé » ;

Considérant le développement et la reconnaissance de ce programme dans d’autres communes bruxelloises ;

Considérant que la pratique d’une activité sportive en groupe aura un effet bénéfique sur les citoyens forestois ;

Considérant que l’amélioration de la santé des forestois est un enjeu majeur ;

Vu l’approbation collégiale autour de ce projet en date du 17 décembre 2020;

Considérant que le développement de ce programme nécessite l’établissement d’une convention entre l’asbl « Sport et santé » et l’administration communale de Forest ;

DECIDE:

D’approuver la convention en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Sport – Project “Ik loop om fit te blijven”– Overeenkomst 2022.

DE RAAD,

Overwegende de uitrol van het loopprogramma onder begeleiding “Ik loop om fit te blijven” door de Sportdienst zoals voorgesteld en onderworpen aan de goedkeuring van het College op 17 december 2020;

Overwegende dat het programma aan de burgers is voorgesteld voor de herfstsessie 2021;

Overwegende de verzoeken geformuleerd door de burgers om in 2022 aan het programma deel te nemen;

Overwegende de publieke belangstelling voor dit programma;

Overwegende dat er een beroep is gedaan op het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap (PWA) om een medewerker aan te werven die kan voldoen aan de voorwaarden van sportanimator om het project in goede banen te leiden;

Overwegende dat, aangezien het gaat om een opdracht inzake de begeleiding van mensen, het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap aan de Sportdienst heeft gevraagd dat de werknemer die is aangesteld om dit project te leiden, wordt vergezeld van een personeelslid van de gemeente;

Overwegende bijgevolg dat twee leden van het gemeentepersoneel een opleiding moeten volgen om de continuïteit van de dienstverlening aan het publiek te waarborgen in geval van afwezigheid van een van de personeelsleden;

Overwegende dat de opleiding van sportanimatoren door de vzw ‘Sport&Santé’ een absolute voorwaarde is om het programma “Ik loop om fit te blijven” te kunnen aanbieden;

Overwegende dat de beoefening van deze sport de socialisatie, de uitwisseling en de communicatie bevordert en zo bijdraagt tot de verbetering van de sociale cohesie;

Overwegende de voordelen van deze sport, zowel voor de lichamelijke als de geestelijke gezondheid;

Overwegende dat de lockdowns in verband met de pandemietoestand sommige burgers de mogelijkheid hebben ontnomen om in groepsverband aan sport te doen;

Gelet op het loopprogramma onder begeleiding “Ik loop om fit te blijven” voorgesteld door de vzw ‘Sport&Santé’;

Overwegende de uitrol en erkenning van dit programma in andere Brusselse gemeenten;

Overwegende dat de beoefening van een sportactiviteit in groepsverband een gunstig effect zal hebben op de Vorstenaren;

Overwegende dat de verbetering van de gezondheid van de Vorstenaren een grote uitdaging is;

Gelet op de collegiale goedkeuring van dit project op 17 december 2020;

Overwegende dat voor de uitrol van dit programma een overeenkomst moet worden opgesteld tussen de vzw ‘Sport&Santé’ en het gemeentebestuur van Vorst;

BESLIST:

De overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

7 **Logistique - Adhésion à la centrale d'achat de la Commission communautaire flamande (VGC) relative à la conclusion d'un accord-cadre pour l'achat de collections de bibliothèques pour les bibliothèques néerlandophones de Bruxelles (2022-F-013).**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 117 relatif aux attributions du conseil communal, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 2, 6°, 43 §1 al.2 et 47 §1^{er} 3° ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment l'article 14 ;

Vu la décision du Conseil communal du 21 décembre 2021 d'autoriser la disposition de quatre douzièmes provisoires ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le marché public de fourniture de DVD et jeux vidéo pour la bibliothèque néerlandophone (2017-F-022) est venu à échéance le 31 décembre 2021 ;

Considérant que le marché public de fourniture de livres scolaires et non scolaires (2021-F-002) notamment le lot 3 (Fournitures de livres en néerlandais – hors livres scolaires en néerlandais d'éditeurs belges – pour la bibliothèque communale néerlandophone) attribué à De Standaard Boekhandel, viendra à échéance le 31 décembre 2022 ;

Considérant que la Commission communautaire flamande (VGC) a lancé un marché public pour l'acquisition de collections de bibliothèques sous forme de centrale d'achat ;

Vu le cahier des charges ayant pour objet : « Procédure ouverte pour la conclusion d'un accord cadre pour l'acquisition de collections de bibliothèques » (référence : VGC2021/DFBA/Aankoop/MDC/7) repris ci-joint ;

Considérant que le cahier des charges prévoit notamment : « Le pouvoir adjudicateur peut, pendant la

durée de validité du marché, commander auprès d'autres opérateurs économiques des services identiques ou similaires à ceux décrits dans le document de marché. » ;

Considérant les rapports d'attribution de cet accord-cadre repris ci-joints ;

Considérant que cet accord-cadre est divisé en 8 lots, attribués (par la VGC) aux adjudicataires suivants :

- Lot 1 : Livres de fiction pour adultes en néerlandais : Don Quichotte SPRL (0871.759.190), Rue Antoine Dansaert 46 à 1000 Bruxelles ;
- Lot 2 : Livres de fiction pour jeunes en néerlandais : Don Quichotte SPRL (0871.759.190), Rue Antoine Dansaert 46 à 1000 Bruxelles ;
- Lot 3 : Livres de non-fiction pour adultes en néerlandais : Don Quichotte SPRL (0871.759.190), Rue Antoine Dansaert 46 à 1000 Bruxelles ;
- Lot 4 : Livres de non-fiction pour jeunes en néerlandais : Don Quichotte SPRL (0871.759.190), Rue Antoine Dansaert 46 à 1000 Bruxelles ;
- Lot 5 : Livres en anglais : Don Quichotte SPRL (0871.759.190), Rue Antoine Dansaert 46 à 1000 Bruxelles ;
- Lot 6 : Bandes dessinées, romans graphiques et mangas (jeunes et adultes) : De Poort SPRL (0518.930.402), Nederkouter 137 à 9000 Gand ;
- Lot 7 : Journaux et magazines (nationaux et étrangers) : AMP Partner Press SA (0403.482.188), Route de Lennik 451 à 1070 Anderlecht ;
- Lot 8 : Matériel audiovisuel (DVD, Blu-ray, CD et jeux) : Medio(Europe) SARL (0457.645.406), Leuvensesteenweg 286 à 3190 Boortmeerbeek ;

Considérant que cet accord-cadre a été conclu pour 4 ans et vient à échéance le 14 octobre 2025 ;

Vu la volonté de la bibliothèque communale néerlandophone d'adhérer à cette centrale d'achat ;

Considérant que le montant total estimé des commandes s'élève à € 80.000 TVA comprise pour 4 ans ;

Considérant qu'il sera proposé au Conseil communal d'inscrire les crédits permettant ces dépenses aux articles budgétaires 7672/124-02/53 du service ordinaire des exercices 2022 à 2025 et 7672/744-98/53 du service extraordinaire des exercices 2022 à 2025 (financement par emprunt) ;

DECIDE :

Art 1 : D'adhérer à la centrale d'achat de la Commission communautaire flamande (VGC) ayant pour objet : « Procédure ouverte pour la conclusion d'un accord cadre pour l'acquisition de collections de bibliothèques » (référence : VGC2021/DFBA/Aankoop/MDC/7) ;

Art 2 : De solliciter les crédits permettant de financer ces dépenses aux articles budgétaires 7672/124-02/53 du service ordinaire des exercices 2022 à 2025 et 7672/744-98/53 du service extraordinaire des exercices 2022 à 2025 (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Logistiek - Aansluiting bij de aankoopcentrale van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) met betrekking tot de afsluiting van een raamovereenkomst voor de aankoop van collecties voor de Nederlandstalige bibliotheken van Brussel (2022-F-013).

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 117, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid op artikel 2 6°, 43 §1 2e lid en 47 §1 3°;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid artikel 14;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 december 2021 om vier voorlopige twaalfden toe te staan;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de overheidsopdracht voor de levering van dvd's en videospelletjes voor de Nederlandstalige bibliotheek (2017-F-022) op 31 december 2021 is afgelopen;

Overwegende dat de overheidsopdracht voor de levering van school- en niet-schoolboeken (2021-F-002), met name perceel 3 (Leveringen van Nederlandstalige boeken – buiten Nederlandstalige schoolboeken van Belgische uitgevers – voor de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek), die is gegund aan De Standaard Boekhandel, op 31 december 2022 afloopt;

Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) een overheidsopdracht heeft uitgeschreven voor de aankoop van bibliotheekcollecties in de vorm van een aankoopcentrale;

Gelet op het bestek met als voorwerp: "Openbare procedure voor het sluiten van een raamovereenkomst inzake de aankoop van bibliotheekcollecties" (referentie: VGC2021/DFBA/Aankoop/MDC/7) hierbij gevoegd;

Overwegende dat het bestek met name bepaalt: "De aanbestedende dienst kan gedurende de looptijd van de opdracht identieke of soortgelijke diensten aan die welke in het bestek zijn omschreven, bestellen bij andere economische operatoren";

Overwegende de bijgevoegde gunningsverslagen voor deze raamovereenkomst;

Overwegende dat deze raamovereenkomst in 8 percelen is verdeeld, die (door de VGC) aan de volgende opdrachtnemers zijn gegund:

- Perceel 1: Fictieboeken voor volwassenen in het Nederlands: Don Quichotte bvba (0871.759.190), Antoine Dansaertstraat 46 - 1000 Brussel;
- Perceel 2: Fictieboeken voor de jeugd in het Nederlands: Don Quichotte bvba (0871.759.190), Antoine Dansaertstraat 46 - 1000 Brussel;
- Perceel 3: Non-fictieboeken voor volwassenen in het Nederlands: Don Quichotte bvba (0871.759.190), Antoine Dansaertstraat 46 - 1000 Brussel;
- Perceel 4: Non-fictieboeken voor de jeugd in het Nederlands: Don Quichotte bvba (0871.759.190), Antoine Dansaertstraat 46 - 1000 Brussel;
- Perceel 5: Boeken in het Engels: Don Quichotte bvba (0871.759.190), Antoine Dansaertstraat 46 - 1000 Brussel;

- Perceel 6: Stripverhalen, graphic novels en manga's (jeugd en volwassenen): De Poort bvba (0518.930.402), Nederkouter 137 - 9000 Gent;
- Perceel 7: Dagbladen en tijdschriften (nationale en buitenlandse): AMP Partner Press nv (0403.482.188), Lenniksebaan 451 - 1070 Anderlecht;
- Perceel 8: Audiovisueel materiaal (dvd, blue-ray, cd en spelletjes): MedioEurope bv (0457.645.406), Leuvensesteenweg 286 - 3190 Boortmeerbeek;

Overwegende dat deze raamovereenkomst voor 4 jaar werd gesloten en afloopt op 14 oktober 2025;

Gelet op het voornemen van de Nederlandstalige gemeentelijke bibliotheek om toe te treden tot deze aankoopcentrale;

Overwegende dat het totale geraamde bedrag van de bestellingen € 80.000 incl. btw bedraagt voor 4 jaar;

Overwegende dat aan de Gemeenteraad zal worden voorgesteld de kredieten voor deze uitgaven op te nemen in de begrotingsartikelen 7672/124-02/53 van de gewone dienst voor de begrotingsjaren 2022 tot 2025 en 7672/744-98/53 van de buitengewone dienst voor de begrotingsjaren 2022 tot 2025 (financiering via lening);

BESLIST:

Art. 1: Aan te sluiten bij de centrale aankoopcentrale van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) met als voorwerp: "Openbare procedure voor het sluiten van een raamovereenkomst inzake de aankoop van bibliotheekcollecties" (referentie: VGC2021/DFBA/Aankoop/MDC/7);

Art. 2: Te verzoeken om de kredieten ter financiering van deze uitgaven op te nemen in de begrotingsartikelen 7672/124-02/53 van de gewone dienst voor de begrotingsjaren 2022 tot 2025 en 7672/744-98/53 van de buitengewone dienst voor de begrotingsjaren 2022 tot 2025 (financiering via lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

12 annexes / 12 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Entretien bâtiments et Energie - Onderhoud gebouwen en Energie

- 8 **Energie - Adhésion à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d'installations de production d'électricité verte (Programme RenoClick).**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Qu'en vertu de l'article 47, §4, de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d'installations de production d'électricité verte ;

Vu l'intérêt pour la Commune de Forest de recourir à cette centrale d'achat qui permettra de bénéficier de l'expertise de Sibelga pour les marchés publics relatifs aux travaux, fournitures et services en matière de rénovation énergétique et de déploiement d'installations de production d'énergie renouvelable ;

DECIDE :

- d'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d'installations de production d'électricité verte (Programme RenoClick)
- d'approuver le règlement régissant cette centrale d'achat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Energie - Toetreding tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale en gewestelijke openbare besturen met het oog op de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom (Programma RenoClick).

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het Koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, meer bepaald artikel 24bis;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47, §2, van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4, van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een aankoopcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten kunnen omvatten;

Overwegende dat een dergelijke aankoopcentrale werd opgericht door de intercommunale Sibelga ter begeleiding van de plaatselijke en regionale openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom;

Gelet op het belang voor de Gemeente Vorst om een beroep te doen op die aankoopcentrale waarmee voordeel kan worden gehaald uit de expertise van Sibelga voor de overheidsopdrachten betreffende de werken, leveringen en diensten in verband met energetische renovatie en de implementatie van installaties voor de productie van hernieuwbare energie;

BESLUIT :

- toe te treden tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga ter begeleiding van de plaatselijke en regionale openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom (Programma RenoClick);
- het reglement goed te keuren dat die aankoopcentrale regelt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Monsieur Pierre-De Permentier demande des précisions sur cette initiative.

Monsieur Mugabo fournit des éclaircissements sur la centrale d'achat de Sibelga : l'objectif est de faciliter les démarches permettant d'améliorer les performances énergétiques des bâtiments communaux (les bâtiments en général étant la première source d'émission de CO2 en RBC).

De heer Pierre-De Permentier vraagt precisering over dit initiatief.

De heer Mugabo geeft verduidelijking over de aankoopcentrale van Sibelga: het doel is de procedures te vergemakkelijken die het mogelijk maken de energieprestaties van de gemeentelijke gebouwen te verbeteren (aangezien gebouwen in het algemeen de belangrijkste

bron van CO2-uitstoot in het BHG zijn).

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

Instruction publique - Openbaar onderwijs

9 IP - Conseil de l'Enseignement - Désignation du représentant à l'Assemblée générale du Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces.

LE CONSEIL,

Vu le prescrit du décret du 14 novembre 2002 organisant la représentation des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant du Pouvoir organisateur de la commune de Forest auprès du Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (CECP) ;

DECIDE,

De désigner comme représentante du Pouvoir organisateur de la Commune de Forest à l'Assemblée générale du Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces ;

Madame DE RIDDER Maud, Echevine de l'Instruction publique, de l'Accueil extra-scolaire, du DAS, du service ATL et du service Logements, en qualité de membre effectif et ce jusqu'à la fin de la législature en cours.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

OO - Conseil de l'Enseignement - Aanduiding van de vertegenwoordiger in de algemene vergadering van de Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces.

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van het decreet van 14 november 2002 tot organisatie van de vertegenwoordiging van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

Overwegende dat er een vertegenwoordiger van de inrichtende macht van de gemeente Vorst moet worden aangeduid bij de Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (CECP);

BESLIST,

Aan te duiden als vertegenwoordiger van de inrichtende macht van de gemeente Vorst in de algemene vergadering van de Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces :

Mevrouw DE RIDDER Maud, schepen van Openbaar Onderwijs, Buitenschoolse Opvang, het PSV,

de dienst OVT en de dienst Huisvesting, in de hoedanigheid van werkend lid, tot het einde van de huidige legislatuur.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

10 **Instruction Publique – Contrat de collaboration « Mise en œuvre des contrats d’objectifs au travers des pratiques collaboratives » entre l’école les 7 Bonniers et le CFCP - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que le projet d’établissement de l’école Les 7 Bonniers s’articule autour des prescriptions/recommandations du Pacte pour un Enseignement d’Excellence ;

Considérant que l’école Les 7 Bonniers, située Avenue des Sept Bonniers 210 à 1190 Forest a choisi de poursuivre sa collaboration avec le CFCP située Avenue des Gaulois 32 à 1040 Bruxelles ;

Considérant que l’école Les 7 Bonniers a réalisé un plan de pilotage ;

Considérant que le plan de pilotage et le contrat d’objectifs de l’école des 7 Bonniers ont été validé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que l’école Les 7 Bonniers doit mettre en œuvre son contrat d’objectifs ;

Considérant que le CFCP travaille spécifiquement sur cette thématique dans le cadre de sa formation : « mise en œuvre des contrats d’objectifs au travers des pratiques collaboratives » ;

Considérant que cette collaboration est gratuite pour la Commune ;

Considérant qu’un contrat de collaboration (jointe en annexe) est conclue entre l’école Les 7 Bonniers située Avenue des Sept Bonniers 210 à 1190 Forest et le CFCP située Avenue des Gaulois 32 à 1040 Bruxelles ;

DECIDE,

D’approuver le contrat de collaboration (jointe en annexe) entre l’école Les 7 Bonniers située Avenue des Sept Bonniers 210 à 1190 Forest et le CFCP située Avenue des Gaulois 32 à 1040 Bruxelles.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Openbaar Onderwijs - Samenwerkingsovereenkomst “Uitvoering van de doelstellingencontracten via collaboratieve praktijken” tussen de school Les 7 Bonniers en het CFCP - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het inrichtingsproject van de school Les 7 Bonniers draait rond de voorschriften/aanbevelingen van het Pact voor Excellentieonderwijs;

Overwegende dat de school Les 7 Bonniers, gevestigd Zevenbunderslaan 210 in 1190 Vorst, ervoor heeft gekozen haar samenwerking met het CFCP, Galliërslaan 32 in 1040 Brussel, voort te zetten;

Overwegende dat de school Les 7 Bonniers een testplan heeft opgesteld;

Overwegende dat het testplan en het doelstellingencontract van de school Les 7 Bonniers door de Federatie Wallonië-Brussel zijn gevalideerd;

Overwegende dat de school Les 7 Bonniers haar doelstellingencontract moet uitvoeren;

Overwegende dat het CFCP specifiek rond dit thema werkt in het kader van de opleiding: "uitvoering van de doelstellingencontracten via collaboratieve praktijken";

Overwegende dat deze samenwerking gratis is voor de gemeente;

Overwegende dat er een samenwerkingsovereenkomst (als bijlage) wordt gesloten tussen de school Les 7 Bonniers, gevestigd Zevenbunderslaan 210 in 1190 Vorst, en het CFCP, gevestigd Galliërslaan 32 in 1040 Brussel;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de samenwerkingsovereenkomst (als bijlage) tussen de school Les 7 Bonniers, Zevenbunderslaan 210 in 1190 Vorst, en het CFCP, Galliërslaan 32 in 1040 Brussel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Monsieur Hacken souhaite savoir ce que signifie CFCP (ou CECP ?). Il demande pourquoi seule l'école des 7 Bonniers paraît concernée.

Madame de Ridder précise que CECP = Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (réseau officiel), tandis que le CFCP = Centre de Formation des Communes et des Provinces. Chaque école a élaboré un plan de pilotage en vue d'atteindre les objectifs définis. Le CFCP propose des formations visant à soutenir les pouvoirs organisateurs dans la réalisation de ces objectifs. Elle relève également l'existence d'une CSA = Cellule de soutien et d'accompagnement.

De heer Hacken wil weten wat CFCP (of CECP?) betekent. Hij vraagt waarom alleen school Les 7 Bonniers betrokken lijkt.

Mevrouw de Ridder verduidelijkt dat CECP staat voor "Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces" (officieel net), terwijl CFCP staat voor "Centre de Formation des Communes et des Provinces". Elke school heeft een stuurplan ontwikkeld om de vastgestelde doelstellingen te bereiken. Het CFCP biedt opleidingen aan om de inrichtende machten te helpen deze doelstellingen te bereiken.

Zij wijst ook op het bestaan van een CSA, wat staat voor "Cellule de soutien et d'accompagnement".

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

- 11 **Logement – Régie Foncière - Marché public – Mission d’auteur de projet relative au " Boulevard Guillaume Van Haelen 83 : Transformation d’une maison de maître en immeuble d’appartements " – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Conseil communal du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la Régie foncière de Forest, régie communale ordinaire ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 17 février 2022 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « Mission d’auteur de projet relative au « Boulevard Guillaume Van Haelen 83 : Transformation d’une maison de maître en immeuble d’appartements », pour un montant estimé à 48.855,18 €/HTVA ou 61.842,00 €/TVAC inscrit à l’article budgétaire 240-01 du budget patrimonial 2021 de la Régie foncière;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 17 février 2022 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « Mission d’auteur de projet relative au « Boulevard Guillaume Van Haelen 83 : Transformation d’une maison de maître en immeuble d’appartements », pour un montant estimé à 48.855,18 €/HTVA ou 61.842,00 €/TVAC inscrit à l’article budgétaire 240-01 du budget patrimonial 2021 de la Régie foncière ;

De financer la dépense via les ressources du budget patrimonial de la Régie foncière, provenant des charges urbanistiques du permis d’urbanisme, réf : PU27504, délivré par la Région Bruxelles Capitale.

34 votants : 34 votes positifs.

Huisvesting - Grondregie - Overheidsopdracht - Opdracht van projectontwerper betreffende “Guillaume Van Haelenlaan 83: verbouwing van een herenhuis tot appartementsgebouw” - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst, gewoon gemeentebedrijf, werden aangenomen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 februari 2022 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “Opdracht van projectontwerper betreffende “Guillaume Van Haelenlaan 83: verbouwing van een herenhuis tot appartementsgebouw”” voor een geraamd bedrag van 48.855,18 € excl. btw of 61.842,00 € btw inbegrepen, ingeschreven op begrotingsartikel 240-01 van de patrimoniale begroting 2021 van de Grondregie;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 februari 2022 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “Opdracht van projectontwerper betreffende “Guillaume Van Haelenlaan 83: verbouwing van een herenhuis tot appartementsgebouw”” voor een geraamd bedrag van 48.855,18 € excl. btw of 61.842,00 € btw inbegrepen, ingeschreven op begrotingsartikel 240-01 van de patrimoniale begroting 2021 van de Grondregie;

De uitgave te financieren met de middelen van de patrimoniale begroting van de Grondregie, afkomstig van de stedenbouwkundige lasten van de stedenbouwkundige vergunning, ref.: SV27504, afgeleverd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Propreté publique - Openbare netheid

12 Propreté Publique - Convention entre Quatra et la Commune de Forest pour la collecte Oliobox des déchets d'huiles ménagères usagées.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 juin 2012 déterminant les règles de mise en œuvre de l'obligation de tri pour les détenteurs de déchets autres que ménagers ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 juin 2012 relative aux déchets ;

Vu le nouveau Plan de gestion des Ressources et des Déchets (PGRD), adopté le 22 novembre 2018 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et mettant légalement en œuvre la politique régionale des déchets, ainsi que ses soixante (60) mesures dont l'une est de développer de nouvelles filières de valorisation des ressources-déchets ;

Considérant l'augmentation de la valeur des huiles de ménagères usagées, Quatra sprl propose un nouveau calcul d'indemnisation et s'engage à payer la commune pour la quantité l'huile de friture collectée sur son territoire ;

Considérant le nouveau calcul de l'indemnisation suivant : chaque mois, un prix moyen de l'UCO Argus, est calculé. A la fin de chaque trimestre, la moyenne trimestrielle des moyennes mensuelles est calculée. Ce prix sert de base au calcul du montant que Quatra sprl versera à la commune ;

Considérant le renouvellement nécessaire de la précédente convention entre la Commune de Forest et la société Quatra sprl ;

Considérant que le service Propreté publique propose de garder les points de collecte actuels, à savoir:

- chaussée de Bruxelles, 112 ;
- avenue Kersbeek, 48 ;
- avenue Victor Rousseau, 133.

DECIDE :

- D'approuver la convention en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Openbare Netheid - Overeenkomst tussen Quatra en de Gemeente Vorst voor de ophaling van gebruikte huishoudelijke olie via Oliobox.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 juni 2012 tot bepaling van de voorschriften voor de tenuitvoerlegging van de sorteerplicht voor houders van afvalstoffen andere dan huishoudelijke;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen;

Gelet op het nieuwe Hulpbronnen- en Afvalbeheerplan (HABP), goedgekeurd op 22 november 2018 door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en waarmee het gewestelijk afvalbeleid wettelijk ten uitvoer wordt gelegd, evenals de zestig (60) maatregelen die erin zijn opgenomen, waarvan er één de ontwikkeling van nieuwe valorisatiestromen voor grond- en afvalstoffen is;

Overwegende de stijging van de waarde van gebruikte huishoudelijke olie stelt de bvba Quatra een nieuwe berekening van de vergoeding voor en verbindt ze zich ertoe de gemeente te betalen voor de hoeveelheid frituurolie die op haar grondgebied wordt ingezameld;

Overwegende de nieuwe berekening van de vergoeding: elke maand wordt een gemiddelde prijs van de UCO Argus berekend; aan het eind van elk trimester wordt het kwartaalgemiddelde van de maandgemiddelden berekend; deze prijs dient als basis voor de berekening van het bedrag dat de bvba Quatra aan de gemeente moet betalen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de vorige overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en de bvba Quatra te vernieuwen;

Overwegende dat de dienst Openbare Netheid voorstelt de huidige inzamelpunten te behouden, zijnde:

- Brusselsesteenweg 112;
- Kersbeeklaan 48;
- Victor Rousseaulaan 133;

BESLIST:

- De overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Monsieur Pierre-De Permentier demande des précisions sur cette convention et sur ses éventuelles implications budgétaires.

Monsieur Spapens propose de transmettre l'ancienne mouture de la convention à Monsieur Pierre-De Permentier.

Monsieur Loewenstein signale que l'ancienne version est disponibles dans BO Secrétariat et il ajoute qu'il n'y a pas d'impact budgétaire.

De heer Pierre-De Permentier vraagt precisering over deze overeenkomst en de mogelijke weerslag ervan op de begroting.

De heer Spapens stelt voor de oude versie van de overeenkomst over te maken aan de heer Pierre-De Permentier.

De heer Loewenstein wijst erop dat de oude versie beschikbaar is in BO Secretariaat en voegt eraan toe dat er geen weerslag is op de begroting.

2 annexes / 2 bijlagen

PRÉVENTION - PREVENTIE

Général - Algemeen

13 **Prévention – Coordination générale – Convention Perspective.Brussels pour la période allant du 01/01/2022 au 31/12/2024 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 09/12/2021 relatif à l'octroi d'une subvention aux 19 communes bruxelloises pour un montant de 16.944.332,00 € en vue de financer leurs plans locaux d'accrochage scolaire et projets s'y référant pour la période 2022-2024 ;

Considérant que la présente convention règle les modalités de la mise à disposition à la commune de Forest d'une subvention d'un montant de 743.421,00 € pour la période concernée conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 09/12/2021 ;

Vu le courriel du 14 février 2022 émanant du Service École de la Région de Bruxelles-Capitale, nous transmettant la Convention « Perspective.Brussels » pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2024 ;

Attendu que nous joignons en annexe la copie de la convention envoyée par la chargée de mission, service École de la Région de Bruxelles-Capitale ;

DECIDE,

D'approuver les termes de la convention ci-jointe, conclue pour la période allant du 01/01/2022 au 31/12/2024 entre la Commune de Forest et la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Preventie – Algemene coördinatie – Overeenkomst Perspective.Brussels voor de periode van 01/01/2022 tot 31/12/2024 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 09/12/2021 betreffende de toekenning van een subsidie aan de 19 Brusselse gemeenten voor een bedrag van 16.944.332,00 € om hun lokale plannen ter preventie van schoolverzuim en bijhorende projecten voor de periode 2022-2024 te financieren;

Overwegende dat deze overeenkomst de modaliteiten van de terbeschikkingstelling aan de gemeente Vorst van een subsidie t.b.v. 743.421,00 € voor de betrokken periode regelt, overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 09/12/2021;

Gelet op de e-mail van 14 februari 2022 van de Dienst Scholen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarin ons de overeenkomst "Perspective.Brussels" voor de periode van 01/01/2022 tot 31/12/2024 werd overgemaakt;

Overwegende dat wij als bijlage de kopie van de overeenkomst die is toegezonden door de opdrachthouder, de Dienst Scholen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, toevoegen;

BESLIST;

De bepalingen van de bijgevoegde overeenkomst, afgesloten voor de periode van 01/01/2022 tot 31/12/2024 tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Hacken demande si c'est cette convention avec perspective.brussels qui remplace les subsides du Dispositif d'accrochage scolaire (DAS).
Madame El Omari répond qu'il s'agit bien de deux projets distincts.**

**De heer Hacken vraagt of deze overeenkomst met perspective.brussels in de plaats komt van de subsidies van het Preventieprogramma tegen Schoolverzuim (PSV).
Mevrouw El Omari antwoordt dat het om twee afzonderlijke projecten gaat.**

4 annexes / 4 bijlagen

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES NL - GEMEENSCHAPSZAKEN NL

Ecoles - Scholen

- 14 **Affaires communautaires - Enseignement néerlandophone - Règlement d'évaluation du "Scholengemeenschap Spectrum" - Accords généraux sur la description des fonctions et le processus d'évaluation du personnel de l'enseignement subventionné.**

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117;

Vu le décret du 27 mars 1991 relatif à la situation juridique de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres d'orientation scolaire subventionnés (ci-après dénommé le décret relatif à la situation juridique du personnel de l'enseignement subventionné), chapitres Vbis et Vter ;

Vu la circulaire sur la description des fonctions et le processus d'évaluation du personnel de l'enseignement subventionné (réf : PERS/2007/09 ; date de publication 29 octobre 2007, telle que modifiée).

Vu le protocole n° 1 et n° 2 du 2 février 2022 de l'OCSG Spectrum.

DÉCIDE :

Art. 1. D'approuver le règlement d'évaluation du "Scholengemeenschap Spectrum", tel que joint en annexe.

Art. 2. D'approuver les descriptions des fonctions du personnel de l'enseignement subventionné, telles que jointes en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeenschapszaken - Nederlandstalig onderwijs - Evaluatiereglement van Scholengemeenschap Spectrum - Algemene afspraken inzake functiebeschrijving en evaluatieproces van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs.

DE RAAD

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding (verder genoemd decreet rechtspositie personeel gesubsidieerd onderwijs), de hoofdstukken Vbis en Vter;

Gelet op de omzendbrief Functiebeschrijving en evaluatie (ref.: PERS/2007/09; publicatiedatum 29 oktober 2007, zoals gewijzigd).

Gelet op het protocol nr. 1 en nr. 2 van 2 februari 2022 van het OCSG Spectrum.

BESLIST:

Art. 1. Het evaluatiereglement van Scholengemeenschap Spectrum, zoals gevoegd in bijlage, goed te keuren.

Art. 2. De functiebeschrijvingen voor de ambten van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs, zoals gevoegd in bijlage, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

15 **Mobilité – Don de vélos de la Zone de police Midi – Prise d’acte et transfert aux asbls "No Javel" et "PCS Bempt".**

LE CONSEIL,

Vu la décision du 12 janvier 2022 du Collège de la Zone de police Midi de faire don à

l'Administration communale de Forest de 21 vélos, toutes catégories confondues (vélos-cargo, cuistax, vélos adultes,...), dont les propriétaires n'ont pas pu être identifiés ;

Considérant l'appel d'offres auprès de divers services communaux et la réponse de ceux-ci pour 9 vélos (2 vélos adultes pour les écoles néerlandophones, 3 cuistax pour l'accueil extrascolaire et 4 vélos pour l'école communale du Bempt) ;

Considérant la volonté du Collège d'octroyer les 12 vélos restant à des asbls qui en ont besoin ;

Considérant que le cabinet du Bourgmestre et le service jeunesse ont été en contact avec diverses asbls ;

Considérant que les asbls ayant maqué un intérêt pour l'achat ou la récupération de vélos sont les suivantes :

- No Javel, actuellement occupant le site Van Roy du Foyer du Sud via une convention d'occupation temporaire et qui travaille à l'accueil et l'accompagnement de personnes vulnérables
- PCS Bempt, sis Square Madelon 13 à 1190 Forest, coordination du projet de cohésion sociale Bempt dont les bénéficiaires sont les locataires des logements sociaux du quartier du Bempt – le PCS souhaite organiser des balades à vélos avec leurs bénéficiaires ainsi qu'organiser des ateliers de réparation ;

Considérant que les 12 vélos restant seront répartis de manière équitable entre les 2 associations, soit 6 vélos pour chacune d'elle ;

DECIDE :

De prendre acte du leg de 21 vélos de la part de la Zone de police Midi, - vélos dont les propriétaires n'ont pu être identifiés- ;

De faire don de 6 vélos à l'asbl « PCS Bempt », sis Square Madelon 13 à 1190 Forest, dans le but de soutenir l'association dans l'organisation d'ateliers de réparation vélo et dans l'organisation de balades à vélos avec leurs bénéficiaires ;

De faire don de 6 vélos à l'asbl « No Javel » qui occupe à titre temporaire le site Van Roy du Foyer du Sud via une convention d'occupation temporaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Mobiliteit - Schenking van fietsen van politiezone Zuid - Akteneming en overdracht aan de vzw's "No Javel" en "PCS Bempt".

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 12 januari 2022 van het College van de politiezone Zuid om 21 fietsen van alle categorieën (bakfietsen, gocarts, fietsen voor volwassenen, ...), waarvan de eigenaars niet konden worden geïdentificeerd, te schenken aan het gemeentebestuur van Vorst;

Overwegende de offerteoproep tot verschillende gemeentediensten en hun antwoord voor 9 fietsen (2 fietsen voor volwassenen voor de Nederlandstalige scholen, 3 gocarts voor de buitenschoolse opvang en 4 fietsen voor de gemeenteschool van de Bempt);

Overwegende dat het College de overige 12 fietsen wil toewijzen aan vzw's die er nodig hebben;

Overwegende dat het kabinet van de Burgemeester en de Jeugddienst contact hebben gehad met verscheidene vzw's;

Overwegende dat de volgende vzw's belangstelling hebben getoond voor de aankoop of overname van fietsen:

- No Javel, dat momenteel de Van Roy-site van de Zuiderhaard gebruikt via een tijdelijke gebruiksovereenkomst en dat zich toelegt op de opvang en begeleiding van kwetsbare personen;
- PCS Bempt, gevestigd Madelonsquare 13 te 1190 Vorst, coördinatie van het project voor sociale cohesie van de Bempt, waarvan de begunstigden de huurders van de sociale woningen in de Bemptwijk zijn; deze vzw wil fietstochten met hun begunstigden en herstelateliers organiseren;

Overwegende dat de overige 12 fietsen eerlijk onder de 2 vzw's zullen worden verdeeld, d.w.z. 6 fietsen voor elke vereniging;

BESLIST:

Akte te nemen van de schenking van 21 fietsen vanwege politiezone Zuid, meer bepaald fietsen waarvan de eigenaars niet konden worden geïdentificeerd;

6 fietsen te schenken aan de vzw "PCS Bempt", gevestigd Madelonsquare 13 te 1190 Vorst, met als doel de vereniging te steunen bij de organisatie van fietsherstelateliers en bij de organisatie van fietstochten met hun begunstigden;

6 fietsen te schenken aan de vzw "No Javel", die tijdelijk de Van Roy-site van de Zuiderhaard gebruikt via een tijdelijke gebruiksovereenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Monsieur Pierre-De Permentier demande des précisions quant au choix des deux associations retenues, dont l'objet social n'est pas forcément en lien.

Madame El Hamidine explique que le service Mobilité s'est porté preneur de quelques cycles ; que des asbl actives dans le quartier du Bempt pour la jeunesse ont été privilégiées pour l'octroi de vélos donnés gracieusement par la Zone de police.

Monsieur Pierre-De Permentier estime que le processus aurait pu être plus transparent et la consultation plus large.

Madame El Hamidine assure que les prochains dons pourront bénéficier à d'autres associations.

Monsieur Hacken fait part d'échos négatifs émanant du quartier au sujet de l'asbl No Javel.

Madame El Hamidine invite Monsieur Hacken à passer sur place pour se rendre compte de ses activités (donnerie, distribution d'invendus alimentaires,...).

Madame Angeli indique qu'il y a peut-être confusion entre les activités de l'asbl No Javel et celles de l'asbl Zonneklopper. Elle assure que le Foyer du Sud rencontre ces asbl sur base mensuelle, étant donné qu'il s'agit de bâtiments du Foyer.

Monsieur Hacken indique qu'il voulait simplement faire part d'échos de certains habitants et déplore que certains semblent avoir du mal à accepter la moindre critique.

Monsieur Lonfils l'intervention de M. Hacken scandaleuse.

Monsieur de Beer remarque qu'il n'y a suivant son expérience pas eu de problème particulier sur place.

Monsieur Spapens admet que certains projets peuvent susciter quelque appréhension chez certains habitants. Il préconise que les associations concernées fassent un effort pour mieux se faire connaître dans le quartier.

De heer Pierre-De Permentier demande précisions sur la sélection des associations, car le but de la maatschappelijke doel niet noodzakelijkerwijs met elkaar verband houdt.

Mevrouw El Hamidine legt uit dat de dienst Mobiliteit een aantal fietsen heeft overgenomen; dat vzw's die in de wijk Bempt actief zijn ten behoeve van jongeren, voorrang hebben gekregen bij de toewijzing van fietsen die door de politiezone zijn geschonken.

De heer Pierre-De Permentier is van mening dat het proces transparanter en de raadpleging breder had kunnen zijn.

Mevrouw El Hamidine verzekert dat toekomstige schenkingen ten goede kunnen komen aan andere verenigingen.

De heer Hacken maakt melding van negatieve reacties uit de wijk over de vzw No Javel.

Mevrouw El Hamidine nodigt de heer Hacken uit om ter plaatse te gaan en zich een idee te geven van haar activiteiten (weggeefwinkel, verdeling van onverkochte voedingswaren, ...).

Mevrouw Angeli wijst erop dat er verwarring kan bestaan tussen de activiteiten van de vzw No Javel en die van de vzw Zonneklopper. Zij verzekert dat de Zuiderhaard maandelijks met deze vzw's vergadert, aangezien het om gebouwen van de Zuiderhaard gaat.

De heer Hacken verklaart dat hij gewoon de reacties van bepaalde bewoners wilde melden en betreurt dat sommige mensen moeite lijken te hebben om enige kritiek te verdragen.

De heer Lonfils vindt de tussenkomst van de heer Hacken schandalig.

De heer de Beer merkt op dat zijn ervaring is dat er zich ter plaatse geen specifieke problemen hebben voorgedaan.

De heer Spapens geeft toe dat bepaalde projecten bij een aantal bewoners tot enige ongerustheid kunnen leiden. Hij beveelt de betrokken verenigingen aan zich in te spannen om meer bekendheid te krijgen in de wijk.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

16 Motion relative au site des prisons (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal) (Complémentaire)

Le Conseil communal de Forest,

Considérant que la prison de Haren sera terminée dès le printemps 2022 ;

Considérant que les détenus des prisons de Forest et Saint-Gilles devaient initialement y être transférés à partir de l'automne 2022, à l'exception, à la demande du Ministre de la Justice, d'une partie des détenus de la prison de Saint-Gilles dont le transfert ne serait terminé qu'en décembre 2023 ;

Considérant la déclaration du Ministre de la Justice en date du 4 février 2022 qui repousse le transfert de l'ensemble des détenus de la prison de Forest jusqu'au mois de janvier 2023 et ceux de la prison de Saint-Gilles au 31 décembre 2024 ;

Considérant que, dans la même déclaration, le Ministre de la Justice envisage également de réaffecter la prison pour femmes, située rue Berkendael, en Maison de détention ;

Considérant le défi urbain que représente la reconversion du site des trois prisons ;

Considérant qu'une étude avait été commandée par le Ministre-président de la Région en 2013 visant les perspectives d'aménagement du site des prisons ; que divers scénarios proposaient des aménagements en termes de logements, d'équipements, de parking et d'aménagement de l'espace public ; que cette étude devrait être adaptée, notamment au regard des besoins nouveaux qui sont apparus, notamment, lors de la crise sanitaire : logements plus grands permettant le télétravail, un besoin croissant en logements publics accessibles et disposant d'un espace extérieur, besoins supplémentaires en espaces verts ;

Considérant, par ailleurs, que le système judiciaire fait partie du programme officiel de l'enseignement secondaire et que par sa valeur symbolique, historique et sociale, et en raison de sa haute valeur architecturale, la prison de Forest pourrait, à tout le moins en partie, devenir un lieu de mémoire, de patrimoine historique et culturel, d'ouverture d'esprit et de réflexion remarquable pour le public, et en particulier les jeunes ;

Considérant, outre l'étude en question, que le Collège des Bourgmestre et Echevins, s'est explicitement exprimé dans sa déclaration politique générale présentée au Conseil communal au début de la législature pour que la reconversion des prisons s'inscrive dans « *un processus de concertation avec l'ensemble des parties prenantes* » ;

Considérant que le site est actuellement affecté au PRAS en « zone d'équipements d'intérêt collectif ou de service public » qui autorise, outre des équipements publics, uniquement des logements, moyennant des mesures particulières de publicité ;

Considérant que, jusqu'à présent, le Gouvernement fédéral en charge de la Régie des Bâtiments, n'a pas encore adopté un positionnement clair concernant l'avenir des sites des prisons ;

Considérant que la Région pourrait choisir d'acquérir totalement ou partiellement le site ; qu'en tout état de cause, la Région devrait définir le cadre urbanistique dans lequel seront délivrés les permis d'urbanisme ;

Considérant que diverses possibilités s'offrent à la Région : modification du PRAS, élaboration d'un PAD, acquisition du site et réalisation d'un Masterplan ;

Considérant que le calendrier de désaffectation des prisons, prévu pour la fin d'année 2024 pour la prison de Saint-Gilles, et la durée des procédures d'élaboration d'outils planologiques et d'instruction des demandes de permis d'urbanisme nous amène à constater que le Gouvernement fédéral et ensuite le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale doivent clarifier leurs intentions respectives pour l'avenir du site ;

Considérant, en effet, que cette clarification permettra au Gouvernement bruxellois de déterminer la procédure d'élaboration d'un outil planologique, au cas où cette option serait privilégiée par la Région, peut prendre plusieurs années ;

Considérant dès lors que se pose la question de la gestion, de l'entretien et de la surveillance de ce site, qui relève actuellement de l'entière responsabilité de la Régie des bâtiments, relevant du

Gouvernement fédéral, entre le moment où il aura été vidé de ses occupants actuels et le moment où pourront commencer les travaux de transformation ;

Considérant qu'il est essentiel de prévoir, en concertation avec les riverains, une occupation temporaire du site par des activités socio-culturelles, économiques et d'hébergement, et qu'un tel projet d'occupation temporaire doit aussi se préparer, qu'il est donc également grand temps de préparer ce projet d'occupation temporaire ;

Considérant que la Région bruxelloise et les communes de Forest et de Saint-Gilles ont des compétences légales en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de préservation du patrimoine et de fiscalité immobilière et qu'il est évident que le propriétaire actuel du site et les occupants futurs devront en tenir compte ;

Vu l'urgence, le Conseil communal

Demande au Gouvernement fédéral de clarifier sa position quant à l'occupation actuelle du site et à l'affectation future du site des trois prisons ;

DEMANDE au Gouvernement fédéral et au Gouvernement de la Région bruxelloise de se concerter pour mettre en place un projet d'occupation temporaire du site en collaboration avec les communes de Forest et Saint-Gilles, les habitants et les acteurs concernés ;

DEMANDE au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de lancer un processus participatif avec les riverain.e.s, en collaboration avec les Communes de Forest et Saint-Gilles, afin de définir les lignes directrices de la reconversion des prisons et d'examiner la possibilité d'y intégrer également « un Musée Pédagogique de la Prison en Belgique » ;

DEMANDE au Gouvernement bruxellois d'actualiser l'étude de définition commandée en 2013, en tenant compte des changements notamment engendrés par la crise sanitaire;

PLAIDE auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour que la reconversion du site permette l'émergence d'un projet équilibré en matière de logements, d'espaces verts, de commerces de proximité et d'équipements collectifs (crèches, écoles, plaines de jeux, infrastructures sportives...) ; que cet équilibre porte également la répartition de ces différentes fonctions, en ce compris les différents types de logements (moyens, à finalité sociale et sociaux) qui y seront intégrés, entre les communes de Saint-Gilles et de Forest ;

DEMANDE au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et aux collèges saint-gillois et forestois de veiller à ce que, parmi les logements publics construits, la moitié au moins soit du logement social ;

DEMANDE au Gouvernement fédéral et au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de garantir que ce site public reste 100% public ;

DEMANDE d'associer systématiquement les communes de Forest et Saint-Gilles et leurs habitants à toutes les décisions importantes quant au développement futur du site des prisons, à travers notamment une consultation publique;

DEMANDE au Gouvernement Fédéral, en charge de la Régie des bâtiments, de garantir les mesures nécessaires à la préservation des lieux, à leur sécurisation et à leur surveillance dans l'attente d'un projet de reconversion définitif ;

CHARGE le Collège des Bourgmestre et Echevins de transmettre la présente motion aux Gouvernement fédéral et au Gouvernement de la Région Bruxelloise.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 23 votes positifs, 7 votes négatifs, 4 abstentions.

Non : Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Motie over de site van de gevangenis (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid)
(Aanvullend)

De Gemeenteraad van Vorst,

Overwegende dat de gevangenis van Haren in het voorjaar van 2022 klaar zal zijn;

Overwegende dat de gedetineerden van de gevangenis van Vorst en Sint-Gillis aanvankelijk vanaf het najaar 2022 naar die gevangenis zouden worden overgebracht, met uitzondering, op verzoek van de minister van Justitie, van een deel van de gedetineerden van de gevangenis van Sint-Gillis, van wie de overbrenging pas in december 2023 voltooid zou zijn;

Overwegende de verklaring van de minister van Justitie van 4 februari 2022, waarin de overbrenging van alle gedetineerden van de gevangenis van Vorst wordt uitgesteld tot januari 2023 en die van de gedetineerden van de gevangenis van Sint-Gillis tot 31 december 2024;

Overwegende dat de minister van Justitie in diezelfde verklaring ook voorstelt de vrouwengevangenis in de Berkendaelstraat te herbestemmen tot een detentiehuis.

Overwegende de stedelijke uitdaging die de reconversie van de site van de drie gevangenis met zich meebrengt;

Overwegende dat de minister-president van het Gewest in 2013 een studie had besteld over de vooruitzichten voor de ontwikkeling van de gevangenis sites; dat in verschillende scenario's ontwikkelingen zijn voorgesteld op het vlak van huisvesting, voorzieningen, parkeergelegenheid en inrichting van de openbare ruimte; dat deze studie moet worden aangepast, meer bepaald met betrekking tot de nieuwe behoeften die tijdens de gezondheids crisis zijn ontstaan (grotere woningen die telewerk mogelijk maken, een toenemende behoefte aan betaalbare openbare huisvesting die over een buitenruimte beschikt, extra behoeften aan groene ruimten;

Overwegende bovendien dat het rechtssysteem deel uitmaakt van het officiële programma van het secundair onderwijs en dat de gevangenis van Vorst vanwege haar symbolische, historische en sociale waarde en haar grote architecturale waarde, althans gedeeltelijk, een opmerkelijke plaats van herinnering, historisch en cultureel erfgoed, ruimdenkendheid en bezinning zou kunnen worden voor het publiek, in het bijzonder de jongeren;

Overwegende, naast de desbetreffende studie, dat het College van Burgemeester en Schepenen in zijn algemene beleidsverklaring die bij het begin van de bestuursperiode aan de Gemeenteraad is voorgelegd, uitdrukkelijk heeft verklaard dat de reconversie van de gevangenis deel moet uitmaken van een raadplegingsproces met alle belanghebbenden;

Overwegende dat de site momenteel in het GBP aangeduid is als “gebied voor voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten”, waarin naast openbare voorzieningen alleen woningen zijn toegestaan, mits speciale regelen van openbaarmaking;

Overwegende dat de federale Regering die verantwoordelijk is voor de Regie der Gebouwen tot op heden nog geen duidelijk standpunt heeft ingenomen over de toekomst van de gevangenis sites;

Overwegende dat het Gewest ervoor kan kiezen het terrein geheel of gedeeltelijk aan te kopen; dat het Gewest in ieder geval het stedenbouwkundig kader zou moeten vaststellen waarbinnen de stedenbouwkundige vergunningen worden verleend;

Overwegende dat het Gewest verschillende mogelijkheden heeft: wijziging van het GBP, opstelling van een RPA, aankoop van de site en opmaak van een masterplan;

Overwegende dat gezien het tijdschema voor de bestemmingswijziging van de gevangenissen, voorzien voor eind 2024 voor de gevangenis van Sint-Gillis, en de duur van de procedures voor het opzetten van planologische instrumenten en de behandeling van stedenbouwkundige vergunningsaanvragen, de federale Regering en de Regering van het Brussels Gewest hun respectieve intenties voor de toekomst van de site moeten verduidelijken;

Overwegende immers dat deze verduidelijking de Brusselse Regering in staat zal stellen de procedure voor de opstelling van een planologisch instrument te bepalen, mocht het Gewest voor deze optie kiezen, en dit verscheidene jaren kan duren;

Overwegende dat dus de vraag rijst van het beheer en onderhoud van en het toezicht op deze site, waarvoor de Regie der Gebouwen, die onder de federale Regering valt, momenteel de volledige verantwoordelijkheid draagt, tussen het moment waarop de huidige gebruikers de site verlaten hebben en het begin van de verbouwing;

Overwegende dat het essentieel is om, in overleg met de buurtbewoners, te voorzien in een tijdelijk gebruik van de site via sociaal-culturele, economische en verblijfsactiviteiten, en dat een dergelijk project voor tijdelijk gebruik ook moet worden voorbereid; dat het dus ook de hoogste tijd is om dit project voor tijdelijk gebruik voor te bereiden;

Overwegende dat het Brussels Gewest en de gemeenten Vorst en Sint-Gillis wettelijke bevoegdheden hebben inzake ruimtelijke ordening, stedenbouw, erfgoed en vastgoedbelasting en dat het evident is dat de huidige eigenaar van de site en de toekomstige gebruikers hiermee rekening moeten houden;

De Gemeenteraad, gelet op de dringendheid,

Vraagt aan de federale Regering haar standpunt over het huidige gebruik van de site en de toekomstige bestemming van de site van de drie gevangenissen te verduidelijken;

VRAAGT aan de federale Regering en aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overleg te plegen om in samenwerking met de gemeenten Vorst en Sint-Gillis, de inwoners en de betrokken actoren een project voor tijdelijk gebruik van de site op te zetten;

VRAAGT aan de Brusselse Regering een participatief proces met de buurtbewoners op gang te brengen om de richtlijnen van de reconversie van de gevangenissen te bepalen en de mogelijkheid te bekijken om er ook “een educatief museum over het gevangenisleven in België” onder te brengen;

VRAAGT aan de Brusselse Regering om de in 2013 bestelde definitiestudie te actualiseren, rekening houdend met de veranderingen die met name door de gezondheidscrisis zijn veroorzaakt;

PLEIT er bij de Brusselse Regering voor dat de reconversie van de site het mogelijk maakt een evenwichtig project tot stand te brengen inzake woningen, groene ruimten, buurtwinkels en collectieve voorzieningen (kinderdagverblijven, scholen, speelpleinen, sportinfrastructuur, ...); dat dit evenwicht ook de verdeling van deze verschillende functies omvat, met inbegrip van de verschillende soorten huisvesting (voor middeninkomens, sociale woningen) die op de site zullen worden geïntegreerd, tussen de gemeenten Sint-Gillis en Vorst;

VRAAGT aan de Brusselse Regering en aan de colleges van Sint-Gillis en Vorst ervoor te zorgen dat ten minste de helft van de gebouwde openbare huisvesting sociale woningen betreft;

VRAAGT aan de federale en aan de Brusselse Regering te garanderen dat deze openbare site 100% openbaar blijft;

VRAAGT de gemeenten Vorst en Sint-Gillis en hun inwoners stelselmatig te betrekken bij alle belangrijke beslissingen over de toekomstige ontwikkeling van de gevangenis, met name door middel van een openbare raadpleging;

VRAAGT aan de federale Regering, die verantwoordelijk is voor de Regie der Gebouwen, de nodige maatregelen te treffen voor de instandhouding van de sites, de beveiliging ervan en het toezicht erop, in afwachting van een definitief reconversieproject;

GELAST het College van Burgemeester en Schepenen deze motie over te maken aan de federale Regering en aan de Regering van het Brussels Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 23 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen, 4 onthoudingen.

Nee : Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

L'assemblée prend acte du fait que cette motion déposée par le PTB est aussi co-signée par les groupes Ecolo-Groen et par le groupe PS-Vooruit.

Monsieur de Beer insiste sur l'importance de maintenir le caractère public du site des prisons, garant d'une portée sociale plus importante (notamment par la création de logements accessibles).

Monsieur Pierre-De Permentier estime que la motion du PTB s'inspire largement de la motion déposée lors de la dernière séance par le MR ; s'étonne de voir qu'une majorité identique à Saint-Gilles avait pour sa part rejeté les amendements du PTB ; estime, face aux nombreuses inconnues du projet, qu'exclure a priori tout partenariat privé serait irresponsable (alors que le Gouvernement régional évoquait une clé de répartition 70%-30% entre logements publics et privés).

Monsieur Hacken déplore que tous les groupes politiques n'aient pas été consultés ; pointe le risque de se mettre en porte-à-faux avec la commune de Saint-Gilles et la Région pour complaire à l'idéologie d'un parti d'extrême gauche.

Madame Plovie admet volontiers qu'il est toujours préférable de consulter les chefs de groupe sur tout projet de motion ; estime quant au fond que son groupe ne peut que se rallier au texte proposé, qui n'a rien d'irresponsable.

Monsieur Loewenstein constate, outre l'inélégance du procédé, que la majorité n'est pas capable de tenir une ligne convenue en accord avec le MR, le cdH et DÉFI, lorsqu'elle est chatouillée sur sa gauche ; déplore surtout l'incohérence entre les communes concernées quant à leur vision du futur du site des prisons ; regrette cette approche idéologique irréaliste éloignée de la réalité du terrain et de la faisabilité budgétaire pour la Région et les communes concernées. Il rappelle n'être évidemment pas contre le principe de prévoir des logements sociaux, mais estime que l'essentiel serait plutôt d'assurer une réelle mixité de fonctions entre les logements (de différents types), les infrastructures d'accueil comme les crèches et écoles, les infrastructures sportives et de loisirs, ainsi que les commerces de proximité. Il demande enfin de ne pas négliger la participation citoyenne dans le cadre de cet important projet de reconversion.

Madame El Yousfi rejoint les propos de Madame Plovie et réitère le soutien de son groupe aux deux amendements à savoir le caractère public et le taux de logement social d'au moins 50 %.

Monsieur de Beer rappelle l'urgence sociale en matière de logement à Bruxelles ; assure qu'il est tout à fait possible et viable financièrement d'élaborer un projet prévoyant un taux de 50 % de logement social ; voit dans ce débat une nette distinction entre les partis de gauche et les partis de droite siégeant au Conseil communal.

Monsieur Pierre-De Permentier déplore la caricature faite par le PTB ainsi que la complaisance des partis de la majorité à l'égard du même PTB.

Monsieur Hacken réitère qu'il n'est pas réaliste et opportun de prévoir un projet 100 % public ; ajoute que la liste d'attente pour le logement social est si longue qu'il faudrait quintupler l'offre existante ; estime qu'il d'indique de développer d'autres pistes en matière de logement.

Monsieur Loewenstein déplore les éléments de langage du PTB, alors que les « partis de droite » partagent la position des groupes PS et Ecolo de Saint-Gilles ; pointe le fait qu'en dépit de ses déclarations le PTB n'amène aucun élément objectif quant à la faisabilité financière d'un projet 100% public ; rappelle que les logements en question ne sortiront de terre au mieux que dans quelques années et qu'il est donc incongru de parler d'urgence sociale ; met en cause la crédibilité de la majorité qui suit ainsi la position irréaliste du PTB.

Monsieur Spapens invite chacun à bien prendre connaissance de la motion en détail.

De vergadering neemt akte van het feit dat deze door de PTB*PVDA ingediende motie mede is ondertekend door de fracties Ecolo-Groen en de fractie PS-Vooruit.

De heer de Beer benadrukt het belang van het behoud van het openbare karakter van de gevangenis, wat een groter maatschappelijk draagvlak zou garanderen (met name door het creëren van toegankelijke woningen).

De heer Pierre-De Permentier is van mening dat de motie van de PT*PVDA grotendeels is geïnspireerd op de motie die de MR tijdens de vorige vergadering heeft ingediend; het verbaast hem dat een identieke meerderheid in Sint-Gillis de amendementen van de PTB*PVDA heeft verworpen; hij vindt dat het, gezien de vele onduidelijkheden van het project, onverantwoord zou zijn om bij voorbaat elke private samenwerking uit te sluiten (terwijl de gewestregering het heeft over een verdeelsleutel van 70%-30% tussen openbare en private huisvesting).

De heer Hacken betreurt het dat niet alle fracties zijn geraadpleegd; hij wijst op het risico dat men ingaat tegen de gemeente Sint-Gillis en het Gewest om te voldoen aan de ideologie van een extreemlinkse partij.

Mevrouw Plovie geeft grif toe dat het altijd de voorkeur verdient de fractieleiders over elk ontwerp van motie te raadplegen; zij vindt ten gronde dat haar fractie de voorgestelde tekst alleen maar kan steunen, hetgeen niet onverantwoord is.

De heer Loewenstein stelt vast dat, afgezien van de onelegantie van de procedure, de meerderheid niet in staat is een lijn aan te houden die is overeengekomen met de MR, cdH en DéFI, wanneer zij aan haar linkerzijde wordt geprikkeld; hij betreurt vooral de inconsistentie tussen de betrokken gemeenten wat betreft hun visie op de toekomst van de gevangenis; hij betreurt deze onrealistische ideologische benadering, die ver afstaat van de realiteit op het terrein en van de budgettaire haalbaarheid voor het Gewest en de betrokken gemeenten. Hij herinnert eraan dat hij uiteraard niet tegen het principe van sociale huisvesting is, maar dat hij vindt dat het van essentieel belang is te zorgen voor een echte mix van functies tussen huisvesting (van verschillende types), opvanginfrastructuur zoals kinderdagverblijven en scholen, sport- en vrijetijdsinfrastructuur en buurtwinkels. Tot slot vraagt hij de burgerparticipatie in het kader van dit belangrijk reconversieproject niet te vergeten.

Mevrouw El Yousfi is het met mevrouw Plovie eens en herhaalt de steun van haar fractie voor de twee amendementen, namelijk het openbare karakter en het percentage sociale huisvesting van ten minste 50%.

De heer de Beer herinnert aan de sociale urgentie inzake huisvesting in Brussel; hij verzekert dat het heel goed mogelijk en financieel haalbaar is om een project uit te werken dat voorziet in een percentage van 50% sociale huisvesting; hij ziet in dit debat een duidelijk onderscheid tussen de linkse en de rechtse partijen die in de gemeenteraad zetelen.

De heer Pierre-De Permentier betreurt de karikatuur die door de PTB*PVDA wordt gemaakt en de zelfingenomenheid van de meerderheidspartijen ten aanzien van diezelfde PTB*PVDA. De heer Hacken herhaalt dat het niet realistisch en opportuun is om een 100% openbaar project te plannen; hij voegt eraan toe dat de wachtlijst voor sociale huisvesting zo lang is dat het bestaande aanbod moet worden vervielfvoudigd; hij is van mening dat het aangewezen zou zijn om andere pistes voor huisvesting te ontwikkelen.

De heer Loewenstein betreurt het taalgebruik van de PTB*PVDA, terwijl de “rechtse partijen” het standpunt van de PS en de Ecolo-fracties in Sint-Gillis delen; hij wijst erop dat de PTB*PVDA, ondanks haar verklaringen, geen objectieve informatie verstrekt over de financiële haalbaarheid van een 100% openbaar project; hij herinnert eraan dat de woningen in kwestie in het beste geval pas over enkele jaren gebouwd zullen worden en dat het dus niet logisch is om over sociale urgentie te spreken; hij trekt de geloofwaardigheid van de meerderheid in twijfel, die aldus het onrealistische standpunt van de PTB*PVDA volgt.

De heer Spapens nodigt iedereen uit om in detail kennis te nemen van de motie.

2 annexes / 2 bijlagen

17 **Question orale concernant la rue scolaire de la rue du Mystère et l’impact sur les rues avoisinantes (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal) (Complémentaire)**

Pour le groupe DéFI, il est important de préserver la qualité de l’air et la sécurité routière, en particulier aux abords des écoles. En ce sens, le principe de la rue scolaire a tout son sens.

Cependant, préserver la qualité de l’air et la sécurité routière des uns, ne doit pas se faire aux dépens des autres. Or, il me revient que cette rue scolaire génère des reports de charges sur les rues avoisinantes où certains riverains se plaignent de voitures qui stationnent devant des entrées de garages privés et sur les passages piétons avant que leurs conducteurs n’emmènent leurs enfants à l’école.

1. Avez-vous eu connaissance de ces situations ?
2. Quelles mesures sont prises pour préserver les zones voisines des reports de charges liées à cette rue scolaire ?

Mondelinge vraag over de schoolstraat in de Mysteriestraat en de gevolgen voor de aangrenzende straten (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Voor de DéFI-fractie is het belangrijk de luchtkwaliteit en de verkeersveiligheid te vrijwaren, vooral rond scholen. In die zin is een schoolstraat bijzonder nuttig.

De vrijwaring van de luchtkwaliteit en de verkeersveiligheid voor sommigen mag echter niet ten koste gaan van anderen. Ik heb vernomen dat deze schoolstraat lasten verschuift naar de aangrenzende straten, waar sommige bewoners klagen over auto’s die voor privégarages en op zebrapaden parkeren terwijl de chauffeurs hun kinderen naar school brengen.

1. Bent u op de hoogte van dergelijke situaties?
2. Welke maatregelen worden er genomen om de omgeving te beschermen tegen de verschuiving van verkeer als gevolg van deze schoolstraat?

Réponse de Madame Van den Bosch :

Je suis surprise du fait que vous receviez le 25 février un retour d'information pour une situation qui n'est pas encore en vigueur, mais qui ne s'applique que depuis hier. La mise en place d'une rue scolaire nécessite une adaptation de l'équipe de l'école, des enfants, des parents et du voisinage, ce qui prend forcément un peu de temps. Les avantages ont été démontrés lors du test. Néanmoins, l'évolution de la situation sera suivie de près par le service Mobilité, l'école, la police et les gardiens de la paix dans les semaines à venir. Les parents qui choisissent d'amener leur enfant à l'école en voiture doivent toujours respecter le code de la route et ne peuvent donc pas se garer devant les garages ou sur le passage piéton. Il a été demandé à la police de faire preuve d'une vigilance accrue face à ces comportements dangereux et problématiques. Nous sommes disposés à réécrire aux directions pour qu'elles sensibilisent encore les parents à cette problématique.

Réplique de Monsieur Loewenstein :

J'entends bien qu'il faut respecter le code de la route, c'est évident, mais les faits parlent d'eux-mêmes. J'invite la commune à veiller, avec les services de Prévention et de police, à ce que la rue scolaire – qui est un plus en termes de sécurité routière et de qualité de l'air – ne génère pas de nuisances pour les riverains.

Antwoord van mevrouw Van den Bosch:

Het verbaast mij dat u op 25 februari feedback hebt ontvangen voor een situatie die nog niet van kracht is, maar die pas gisteren van toepassing werd. De invoering van een schoolstraat vereist een aanpassing van het schoolteam, de kinderen, de ouders en de buurt, wat noodzakelijkerwijs enige tijd vergt. De voordelen zijn bij de test aangetoond. Desalniettemin zullen de dienst Mobiliteit, de school, de politie en de gemeenschapswachten de evolutie van de situatie de komende weken op de voet volgen. Ouders die ervoor kiezen hun kinderen met de auto naar school te brengen, moeten altijd de verkeersregels in acht nemen en mogen dus niet voor garages of op het zebrapad parkeren. Aan de politie werd gevraagd waakzamer te zijn ten aanzien van dit gevaarlijke en problematische gedrag. Wij zijn bereid de directie opnieuw aan te schrijven om de ouders nogmaals bewust te maken van dit probleem.

Repliek van de heer Loewenstein:

Ik begrijp dat de verkeersregels moeten worden nageleefd, dat is evident, maar de feiten spreken voor zich. Ik verzoek de gemeente om er samen met de preventie- en politiediensten voor te zorgen dat de schoolstraat – die een pluspunt is voor de verkeersveiligheid en de luchtkwaliteit – geen overlast veroorzaakt voor de buurtbewoners.

1 annexe / 1 bijlage

18 Question orale concernant l'accumulation de poubelles et d'encombrants au niveau des logements sociaux situés à la rue du Zodiaque (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal) (Complémentaire)

Il me revient que les logements sociaux situés à la rue du Zodiaque (n°47-51-53-57) connaissent une situation sanitaire difficile : une accumulation de poubelles et d'encombrants rend la vie des habitants particulièrement pénible. Le concierge des lieux se retrouve à devoir évacuer des déchets lui-même, dans des conditions de travail pénibles.

Ces logements étant gérés par le Foyer du Sud, vous me direz peut-être qu'il revient à ce dernier

d'agir pour régler la situation. Vous pourriez également renvoyer la question à Bruxelles Propreté ou encore Bruxelles Environnement. Reste que la commune est compétente en matière de propreté, et le bourgmestre est responsable de la sécurité, de la salubrité et de la tranquillité publique. Des problèmes d'immondices ayant une incidence sur la salubrité publique, la commune se doit agir, quitte à se retourner ensuite vers les acteurs responsables et, jusqu'à présent inactifs.

J'aimerais dès lors savoir quelles actions ont ou seront entreprises par le Collège pour assurer la salubrité et mettre fin à cette situation désagréable subie par les habitants et le concierge ?

Je vous remercie.

Mondelinge vraag over de ophoping van afval en grofvuil ter hoogte van de sociale woningen in de Dierenriemstraat (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Ik heb vernomen dat de sociale woningen in de Dierenriemstraat (nrs. 47-51-53-57) met netheidsproblemen kampen: hopen vuilniszakken en zwerfvuil maken het leven van de bewoners bijzonder moeilijk. De conciërge van het gebouw moet het afval zelf verwijderen, in penibele werkomstandigheden.

Aangezien de woningen door de Zuiderhaard worden beheerd, zou je kunnen zeggen dat het aan hen is om actie te ondernemen om de situatie op te lossen. U kunt de kwestie ook doorverwijzen naar Net Brussel of Leefmilieu Brussel. Maar de gemeente blijft bevoegd voor de netheid en de burgemeester is verantwoordelijk voor de veiligheid, de gezondheid en de openbare rust. Aangezien problemen met zwerfvuil gevolgen hebben voor de volksgezondheid, moet de gemeente actie ondernemen, met name de verantwoordelijke partijen aanspreken, die tot dusver niets ondernomen hebben.

Ik zou dan ook willen weten welke maatregelen het College heeft genomen of zal nemen om de volksgezondheid te waarborgen en komaf te maken met deze onaangename situatie die de bewoners en de conciërge meemaken.

Bedankt.

Réponse de Monsieur Tahri :

Le 29 décembre 2021, le Foyer du Sud a sollicité le service Propreté pour une prise en charge de l'enlèvement de ces déchets ; chose qui n'est pas de notre responsabilité comme souligné dans votre question. Le service est donc entré en contact avec le Foyer du Sud et c'est à cet instant que nous apprenons qu'il existe un contentieux entre Bruxelles-Propreté et le Foyer du Sud. Le même jour, le service propreté a pris contact à la fois avec l'ABP mais aussi avec le Foyer du Sud afin qu'une solution puisse être rapidement trouvée. L'ABP nous informe que plusieurs raisons l'empêcheraient d'intervenir régulièrement sur ce point de collecte (manœuvre difficile vu la pente glissante, les véhicules mal garés,...) ; elle a néanmoins collecté les déchets de manière irrégulière en raison de ces diverses difficultés. Jouant le rôle de facilitateur nous avons invité le Foyer du Sud à reprendre contact avec l'ABP en leur signalant qu'il n'était pas possible, même temporairement, d'intervenir nous-mêmes sur ce point de collecte. A la date du 10 janvier, j'ai personnellement contacté le Foyer en leurs signalant que si aucune solution n'était trouvée, je restais disposé à échanger de nouveau avec eux afin d'envisager les autres possibilités qui existeraient. D'après nos dernières informations émanant de l'ABP, toutes les propositions faites par l'agence auraient été refusées par le Foyer du Sud. S'agissant d'une relation commerciale entre une société et son client, nous n'avons dès lors aucun pouvoir de décision et aucun moyen de

solutionner ce problème. Je ne vois que deux solutions à ce problème : soit le Foyer du Sud prend ses dispositions et fait les investissements techniques nécessaires (achat de machine afin de tracter les conteneurs sur la voie publique, voir passer en petits conteneurs), soit il s'adresse à une société concurrente qui accepterait de descendre collecter les déchets.

Monsieur Loewenstein rappelle la responsabilité du Bourgmestre en matière de salubrité publique, quitte à se retourner contre les acteurs éventuellement défailants. Il ajoute que le statu quo n'est acceptable ni pour les résidents de l'immeuble, ni pour le concierge, ni pour les riverains.

Monsieur Tahri assure que la commune fera le maximum pour favoriser une solution avec le concours des acteurs concernés.

Antwoord van de heer Tahri:

Op 29 december 2021 heeft de Zuiderhaard de dienst Netheid verzocht dit afval te verwijderen, wat niet onder onze verantwoordelijkheid valt, zoals u in uw vraag aangeeft. De dienst nam daarom contact op met de Zuiderhaard en toen vernamen we dat er een geschil was tussen Net Brussel en de Zuiderhaard. Dezelfde dag heeft de dienst Netheid contact opgenomen met zowel het ANB als de Zuiderhaard, zodat snel een oplossing kon worden gevonden. Het ANB deelt ons mee dat het om verschillende redenen niet regelmatig kan langsgaan op dit inzamelpunt (moeilijk manoeuvreren gezien de gladde helling, slecht geparkeerde voertuigen, ...); niettemin zamelden zij vanwege deze diverse moeilijkheden het afval in op onregelmatige wijze. In onze rol van bemiddelaar hebben wij de Zuiderhaard verzocht opnieuw contact op te nemen met het ANB, waarbij wij erop hebben gewezen dat het niet mogelijk was, zelfs niet tijdelijk, zelf op dit inzamelpunt langs te gaan. Op 10 januari heb ik persoonlijk contact opgenomen met de Zuiderhaard en gezegd dat ik, als er geen oplossing werd gevonden, bereid was opnieuw met hen te praten om te zien welke andere mogelijkheden er waren. Volgens onze laatste informatie van het ANB zijn alle voorstellen van het agentschap door de Zuiderhaard geweigerd. Aangezien het hier gaat om een commerciële relatie tussen een onderneming en haar klant, hebben wij geen beslissingsbevoegdheid en geen middelen om dit probleem op te lossen. Ik zie slechts twee oplossingen voor dit probleem: ofwel neemt de Zuiderhaard maatregelen en doet ze de nodige technische investeringen (aankoop van een machine om de containers over de openbare weg te slepen of zelfs overschakelen op kleine containers), ofwel wendt ze zich tot een concurrerende firma die bereid zou zijn het afval op te halen.

De heer Loewenstein herinnert aan de verantwoordelijkheid van de burgemeester op het gebied van de volksgezondheid, ook als dat betekent dat moet worden opgetreden tegen de eventueel in gebreke blijvende partijen. Hij voegt eraan toe dat de status quo noch voor de bewoners van het gebouw, noch voor de conciërge, noch voor de omwonenden aanvaardbaar is.

De heer Tahri verzekert dat de gemeente haar uiterste best zal doen om met de hulp van de betrokken partijen voor een oplossing te zorgen.

1 annexe / 1 bijlage

19 **Question orale: Pourquoi la buvette du Bempt est toujours fermées? (à la demande de Monsieur Al Masude, conseiller communal) (Complémentaire)**

Bonjour Me Moens

Je souhaiterais faire une interpellation concernant la buvette du Bempt au prochain conseil communal : Pourquoi la buvette du Bempt est tjs fermée ?

Cordialement

Mondelinge vraag: Waarom is de bar van de Bempt nog steeds gesloten? (op vraag van de heer Al Masude, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Waarom is de bar van de Bempt nog steeds gesloten?

Monsieur Quartassi expose qu'un appel à candidats pour la gestion de la buvette a été lancé ; ajoute que les 3 candidatures reçues sont en cours d'analyse par le service des Propriétés communales ; redit être attaché à faire renaître cette buvette, élément de convivialité incontournable pour le centre sportif du Bempt.

De heer Quartassi legt uit dat er een oproep tot kandidaten voor het beheer van de bar is gedaan; hij voegt eraan toe dat de 3 ontvangen kandidaturen door de dienst Gemeenteeigendommen worden geanalyseerd; hij herhaalt dat hij er belang aan hecht deze bar, een essentieel element van gezelligheid voor het sportcentrum van de Bempt, nieuw leven in te blazen.

1 annexe / 1 bijlage

20 **Question d'actualité : l'accueil des réfugiés ukrainiens à Forest (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale) (Ajouté en séance)**

La guerre menée par les Russes en Ukraine en moins de 15 jours a jeté sur les routes déjà centaines de milliers de d'Ukrainiens. Certains sont déjà parvenus à se réfugier en Belgique, et chez nous à Bruxelles. Nous devons être solidaires d'encore beaucoup, beaucoup trop d'entre eux.

Beaucoup d'initiatives citoyennes de solidarité voient le jour et ça réchauffe le cœur.

A côté de ces belles actions, j'ai été voir ce que propose la commune de Forest, qui se veut commune hospitalière.

Partant des communications de la commune sur les réseaux sociaux et sur son site, je vais relever les points qui ont suscité ma question d'actualité.

Je commence par y lire que La commune de Forest exprime sa solidarité et son soutien au peuple ukrainien et qu'elle-même et ses habitants sont une commune hospitalière. Ensuite qu'elle encourage ses citoyens à s'associer.

Concrètement, que propose la commune hospitalière de Forest :

1/ 1^{ère} mesure dans sa présentation : encourager les citoyens de s'associer à ses incitatives en faveur de la population ukrainienne.

Constat : Première mesure qui n'engage en rien la commune, c'est juste une déclaration d'intention.

- • Dès lors, puisque la situation demande des actes de solidarité et pas seulement des mots, pourriez-vous envisager, à l'instar de ce qui est fait par la commune de Woluwé-St -Pierre par exemple, de collaborer avec des commerçants locaux pour que les habitants puissent déposer des biens à envoyer aux frontières ukrainiennes ? Ou encore d'affecter des locaux de la commune pour que les habitants qui le souhaitent viennent déposer des dons. Ces dons étant éventuellement bien ciblés en fonction des demandes de la Croix-Rouge, de l'Ambassade avec qui vous seriez en contact à cette fin ?

2 / Accueil des réfugiés : mise à disposition gratuite de solution d'hébergement (temporaire ou pérenne)

- • Pourriez-vous détailler les locaux mis à disposition : nombre, capacité d'accueil, personnel d'accompagnement ? Combien de solutions pérennes ? Combien de solutions temporaires ?

3/ Demander aux citoyens qui ont une solution d'hébergement d'envoyer un mail à la commune.

- • Est-ce la meilleure façon de créer cette collaboration et ce sentiment de proximité avec les citoyens ? Quand on regarde ce que d'autres communes de Bruxelles ont mis en place, on voit que certaines donnent un numéro d'appel fixe plus un numéro de gsm, renseigne le service spécifique de la commune qui gère cette question, ainsi qu'une adresse mail. D'autres communes mettent un formulaire en ligne qui reprend toutes les informations à communiquer utiles à gérer les offres d'hébergement rapidement (indication des coordonnées complètes des candidats à l'hébergement, capacité d'accueil, détail sur les commodités sanitaires, etc.) .
- • Pouvez-vous donc préciser le modus operandi mis en place au sein de la commune ?

4/ Sur le point de l'aide administrative : le site de la commune renvoie aux informations générales pour demander une attestation de protection temporaire à présenter à l'administration communale du lieu de résidence, qui remettra à la personne concernée une carte A valable un an.

Avez-vous prévu de mettre en place un accueil particulier pour les réfugiés ukrainiens qui viendront avec cette carte à la commune ? Une adresse mail particulière ou un numéro de téléphone à renseigner sur le site de la commune ? Avez-vous prévu des traducteurs ?

En résumé, au-delà de la déclaration que la commune et la population forestoise sont hospitaliers, quelles mesures concrètes, quantifiées, organisées, budgétisées, la commune de Forest a-t-elle mises en œuvre et pourra-t-elle mettre en œuvre.

Je vous remercie pour vos réponses.

Dominique Goldberg

Actualiteitsvraag: de opvang van Oekraïense vluchtelingen in Vorst (op vraag van mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

De oorlog met de Russen in Oekraïne heeft in minder dan 2 weken reeds honderdduizenden Oekraïners op de vlucht doen slaan. Sommigen hebben hun toevlucht gezocht in België, en bij ons in Brussel. We zullen solidair moeten zijn met veel ... te veel van hen.

Er ontstaan heel wat solidariteitsinitiatieven van burgers en dat is hartverwarmend.

Naast deze mooie acties ben ik gaan kijken wat de gemeente Vorst, die een gastvrije gemeente beweert te zijn, aanbiedt.

Op basis van de informatie van de gemeente op sociale netwerken en op haar website, zal ik de punten belichten die de aanleiding vormden voor mijn vraag.

Ik lees er dat de gemeente Vorst haar solidariteit en steun betuigt aan het Oekraïense volk en dat zij en haar inwoners een gastvrije gemeente zijn. Vervolgens worden de burgers aangemoedigd om mee te doen.

Wat stelt de gastvrije gemeente Vorst concreet voor?

1/ Eerste maatregel in de presentatie: burgers aanmoedigen om zich aan te sluiten bij de initiatieven ten behoeve van de Oekraïners.

Vaststelling: Deze eerste maatregel bindt de gemeente op geen enkele wijze, het is slechts een intentieverklaring.

- • Aangezien de situatie niet alleen om woorden maar ook om daden van solidariteit vraagt, zou u bv. naar het voorbeeld van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe kunnen overwegen samen te werken met lokale handelaars, zodat de inwoners goederen kunnen deponeren die naar de Oekraïense grens worden gebracht? Of in de gemeente lokalen voorzien waar de inwoners giften kunnen deponeren? Het zou kunnen gaan om specifieke schenkingen naar gelang van de vragen van het Rode Kruis of de Ambassade, met wie u daartoe in contact zou staan?

2 / Opvang van vluchtelingen: gratis terbeschikkingstelling van huisvesting (tijdelijk of permanent)

- • Kunt u details geven over de ter beschikking gestelde lokalen: aantal, opvangcapaciteit, ondersteunend personeel? Hoeveel permanente oplossingen zijn er? Hoeveel tijdelijke oplossingen zijn er?

3/ De burgers die opvang kunnen aanbieden, vragen om een e-mail te sturen naar de gemeente.

- • Is dat de beste manier om deze samenwerking en dit gevoel van nabijheid met de burgers tot stand te brengen? Als we kijken naar wat andere Brusselse gemeenten doen, zien we dat sommige een vast en een mobiel telefoonnummer verstrekken, informatie over de specifieke gemeentedienst die deze kwestie behandelt, en een e-mailadres. Andere gemeenten stellen een online formulier ter beschikking met alle informatie die ze nodig hebben voor een snelle verwerking van de opvangaanbiedingen (contactgegevens van de aanbieder, capaciteit, bijzonderheden over de sanitaire voorzieningen, ...).
- • Kunt u de modus operandi preciseren binnen de gemeente?

4/ Administratieve bijstand: op de gemeentewebsite staat algemene informatie over de aanvraag voor een attest van tijdelijke bescherming dat moet worden voorgelegd aan het gemeentebestuur van de verblijfplaats, waardoor de betrokkene een A-kaart krijgt met een geldigheidsduur van één jaar.

- • Heeft u plannen om Oekraïense vluchtelingen die met deze kaart naar de gemeente komen, bijzondere opvang aan te bieden? Is er een speciaal e-mailadres of telefoonnummer dat op de website van de gemeente moet worden vermeld? Hebt u voor vertalers gezorgd?

Kortom, welke concrete, gekwantificeerde, georganiseerde en begrote maatregelen heeft de gemeente Vorst, naast de bewering dat de gemeente en de bevolking hier gastvrij zijn, reeds uitgevoerd of zal zij nog uitvoeren?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Dominique Goldberg

Réponse de Madame El Hamidine :

En 2018, le Conseil communal a voté une motion ambitieuse pour inscrire Forest comme commune hospitalière. La situation en Ukraine nous pousse à en déployer les engagements, la guerre forçant des milliers de personnes à prendre la route de l'exil, principalement des femmes et des enfants. Dès les premiers jours de nombreux habitants se sont manifestés pour porter secours à ces personnes, en proposant un hébergement d'urgence, des dons ou des services. Depuis le 1^{er} mars ces offres sont renseignées sur la plateforme mise en place par le Secrétaire d'Etat à l'Asile.

Une centaine de places d'urgence sont disponibles à Forest. En outre, nous travaillons à accueillir dans l'urgence, sur le moyen terme et le long terme, ces personnes, notamment au sujet de l'accès aux soins de santé et des inscriptions dans les écoles. Nous avons pris contact avec une résidente forestoise d'origine ukrainienne pour connaître et répondre aux besoins éprouvés ; il est ressorti de nos échanges que la priorité est de fournir la description des démarches administratives à entreprendre en langue ukrainienne. Nous attendons encore des précisions du Fédéral pour compléter ces informations et mesurer les efforts communaux dans cet accueil. Nous veillerons à ce que l'aide et le soutien offerts aux Ukrainiens puissent l'être également à toutes les personnes qui fuient les zones de conflit armé.

Antwoord van mevrouw El Hamidine:

In 2018 heeft de gemeenteraad een ambitieuze motie aangenomen om Vorst op te nemen als gastvrije gemeente. De situatie in Oekraïne doet ons deze verbintenis aangaan, aangezien de oorlog duizenden mensen, hoofdzakelijk vrouwen en kinderen, in ballingschap dwingt. Vanaf de allereerste dagen hebben veel inwoners zich gemeld om deze mensen te helpen, door noodopvang, giften of diensten aan te bieden. Sinds 1 maart worden deze aanbiedingen op het platform geplaatst dat door de staatssecretaris voor Asiel is opgezet.

Er zijn ongeveer honderd noodplaatsen beschikbaar in Vorst. Bovendien werken wij aan noodopvang voor deze mensen op middellange en lange termijn, met name met het oog op toegang tot de gezondheidszorg en inschrijvingen in de scholen. Wij hebben contact opgenomen met een inwoner van Vorst van Oekraïense origine om de behoeften te kennen en erop in te spelen; uit onze gesprekken is gebleken dat het prioritair is een beschrijving van de te ondernemen administratieve stappen in het Oekraïens te geven. Wij wachten nog steeds op verduidelijking van de federale regering om deze informatie te vervolledigen en de inspanningen van de gemeenten bij deze opvang te kunnen meten. Wij zullen ervoor zorgen dat de hulp en steun die aan de Oekraïners wordt geboden, ook kan worden geboden aan alle mensen die vluchten uit gebieden met gewapende conflicten.

2 annexes / 2 bijlagen

Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Ajouté en séance)

Le 13 mars, Gaia a publié sur son site internet l'évaluation des communes en matière de bien-être animal sur base des réponses apportées par les échevins des différentes communes. Alors, je suis très heureux que le dynamisme du groupe MR ait permis d'enregistrer plusieurs avancées dont la création d'une prime pour la stérilisation des chats domestiques.

Pour ce qui relève de la commune de Forest, parmi les réponses apportées et considérées comme positives, je relève notamment :

- Que la commune fournit des abris pour les chats errants ;
- Que la vente d'animaux sur le marché est interdite et des cirques avec animaux ;
- L'interdiction de feux d'artifices communaux et privés.

1° Je souhaiterais connaître le nombre d'abris fournis pour les chats errants cette année ? Et à quand remontent les derniers dons d'abris ? Par ailleurs, suivant votre raisonnement, quelle attitude comptez-vous adopter pour ce qui concerne le site accueillant de nombreux chats errants sur l'abbaye de Forest alors que des travaux importants s'y profilent ?

2° Bien qu'il n'y ait formellement pas de cirque à Forest, nous accueillons chaque année le marché annuel avec de nombreux animaux de ferme. Pourriez-vous m'indiquer quel est le résultat de votre réflexion concernant la suppression de leur présence à cette occasion ? Je crois que ce serait une avancée car le stress occasionné aux animaux par le transport, par le public et les animations pour une seule journée est totalement déraisonnable.

3° Par ailleurs, concernant la suppression des feux d'artifice, s'agit-il d'une suppression ferme ou les feux d'artifices seront remplacés par des feux à bruit contenu ?

4° Enfin, parmi les pistes d'amélioration, figure notamment l'interdiction des tours en calèche, ne serait-il pas opportun d'entériner leur interdiction ?

D'avance merci pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Mondelinge vraag over de vragenlijst met betrekking tot dierenwelzijn van GAIA (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

Op 13 maart publiceerde Gaia op haar website de evaluatie van de gemeenten op het gebied van dierenwelzijn op basis van de antwoorden van de schepenen van de verschillende gemeenten. Ik ben dan ook zeer verheugd dat de dynamiek van de MR-fractie het mogelijk heeft gemaakt vordering te boeken op verschillende vlakken, waaronder de invoering van een premie voor de sterilisatie van katten.

Wat de gemeente Vorst betreft, merk ik bij de positieve antwoorden o.a.

- Dat de gemeente voorziet in schuilplekken voor zwerfkatten;
- Een verbod op de verkoop van dieren op de markt en circussen met dieren;
- Een verbod op vuurwerk door gemeenten en particulieren.

1° Ik zou willen weten hoeveel schuilplekken er dit jaar voor zwervkatten zijn voorzien? En van wanneer dateert de laatste schenking? Welke aanpak wordt er gepland ten aanzien van de site waar veel zwervkatten rond de Abdij van Vorst verblijven, wanneer er grote werkzaamheden zullen plaatsvinden?

2° Hoewel er in Vorst formeel geen circus is, wordt er elk jaar wel een markt gehouden met veel boerderijdieren. Kunt u mij zeggen wat het resultaat is van uw denkoefening over de afschaffing van hun aanwezigheid bij deze gelegenheid? Ik denk dat dit een stap vooruit zou zijn, omdat de stress die het vervoer, het publiek en de animaties op één dag bij de dieren veroorzaken, volstrekt onredelijk is.

3° Wat het verbod op vuurwerk betreft, gaat dat om een definitieve afschaffing of wordt het vuurwerk vervangen door geluidsarm vuurwerk?

4° Een van de verbeteringen tot slot is het verbod op ritjes met een paardenkoets: zou het niet goed zijn om dat verbod te bestendigen?

Bij voorbaat dank voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier

Réponse de Madame Van den Bosch:

Merci pour votre question. Je suis également heureuse que la politique de bien-être animal de ce collège ait été évaluée positivement par Gaia. C'est une belle reconnaissance du travail que nous avons accompli ces dernières années.

Par le passé, un certain nombre d'abris pour chats errants étaient mis à disposition par la municipalité, mais en 2022 comme en 2021, nous n'avons reçu aucune demande en ce sens. Les travaux dans l'abbaye sont de grande envergure, mais ne sont pas encore pour demain. Le service de protection des animaux, en concertation avec les bénévoles qui s'occupent de ces animaux, examinera en temps voulu l'impact des travaux sur le refuge.

Concernant les promenades en chariot couvert, c'est-à-dire les promenades à cheval et en chariot, le Conseil bruxellois pour le bien-être des animaux a émis un avis à ce sujet. Sur la base de cet avis, aucune interdiction n'est proposée, mais il est noté qu'il serait bon que des conditions ou des normes légales pour la protection du bien-être des chevaux de transport puissent être établies (ce qui n'est pas encore le cas).

Concernant les feux d'artifice, l'usage en est interdit en RBC. Il s'agit d'une interdiction bien difficile à faire respecter puisque vente et achat sont autorisés. C'est pourquoi une ordonnance particulière a été prise pendant la période de fin d'année. De la sensibilisation est faite aussi via nos moyens de communication et journal communal.

La commune organise d'habitude un feu d'artifice annuel lors des fêtes médiévales et prend toutes les précautions nécessaires en termes de sécurité et de limitation des nuisances. Dois-je vous rappeler que cela n'a pas pu avoir lieu en 2020 et 2021.

Concernant le transport d'animaux, il existe un règlement communal.

Cela dit je crois que les enfants des villes sont sensibilisés au bien-être animal par le contact avec ces espèces. Le marché annuel est un facteur de sensibilisation

Concernant les calèches, le seul partenaire est Hyppy qui est bâti sur un modèle de responsabilité Sociale et Environnementale beaucoup plus exigeant que n'importe quel exploitant. Néanmoins je serai ravie de disposer d'un cadre réglementaire régional pour encourager des pratiques respectueuses du bien-être animal.

Monsieur Pierre-De Permentier se dit surpris d'apprendre l'annulation des Fêtes médiévales

cette année encore alors qu'elles n'ont lieu qu'en septembre prochain ; ajoute qu'il aurait souhaité que la commune soit plus proactive en matière de présence des animaux « trimbalés » en ville.

Antwoord van mevrouw Van den Bosch:

Ik dank u voor uw vraag. Ik ben ook blij dat het dierenwelzijnsbeleid van dit College positief beoordeeld is door GAIA. Dit is een mooie erkenning van het werk dat we de afgelopen jaren hebben verricht.

In het verleden heeft de gemeente een aantal schuilplekken voor zwerfkatten ter beschikking gesteld, maar zowel in 2022 als in 2021 hebben we hiervoor geen aanvragen ontvangen. De werken in de abdij zijn grootschalig, maar nog niet voor morgen. De dienst Dierenwelzijn zal te zijner tijd, in overleg met de vrijwilligers die voor de dieren zorgen, de gevolgen van de werkzaamheden voor de opvang onderzoeken.

Wat huifkartochten betreft, dit wil zeggen tochten met paard en koets, heeft de Brusselse Raad voor Dierenwelzijn hierover een advies uitgebracht. Op basis van dit advies wordt geen verbod voorgesteld, maar wordt wel opgemerkt dat het goed zou zijn als er wettelijke voorwaarden of normen voor de bescherming van het welzijn van paarden die ingezet worden voor vervoer zouden kunnen worden vastgesteld (wat nog niet het geval is).

Het gebruik van vuurwerk is verboden in het BHG. Dit is een zeer moeilijk te handhaven verbod, aangezien de verkoop en aankoop van vuurwerk toegestaan zijn. Daarom werd tijdens de eindejaarsperiode een speciale verordening uitgevaardigd. Bewustmaking gebeurt ook via onze communicatiekanalen en het gemeenteblad.

De gemeente organiseert meestal een jaarlijks vuurwerk tijdens de Middeleeuwse Feesten en neemt alle nodige voorzorgsmaatregelen op het gebied van veiligheid en beperking van overlast. Moet ik u eraan herinneren dat dit in 2020 en 2021 niet kon plaatsvinden?

Wat het vervoer van dieren betreft, is er een gemeentereglement.

Dat gezegd zijnde, geloof ik dat kinderen in de steden bewust worden gemaakt van dierenwelzijn door contact met deze diersoorten. De jaarmarkt is een factor in de bewustmaking.

Wat de paardenkoetsen betreft, is de enige partner Hyppy, die op een veel veeleisender model van maatschappelijke en milieuverantwoordelijkheid is gebaseerd dan welke andere exploitant ook. Niettemin zou ik blij zijn met een gewestelijk regelgevingskader om diervriendelijke praktijken aan te moedigen.

De heer Pierre-De Permentier verklaart verbaasd te zijn over het feit dat de Middeleeuwse Feesten ook dit jaar zijn afgelast, hoewel ze pas in september zouden plaatsvinden; hij voegt eraan toe dat hij graag had gezien dat de gemeente proactiever was geweest ten aanzien van de aanwezigheid van dieren waarmee in de stad wordt 'rondgesjouwd'.

2 annexes / 2 bijlagen

Fatima El Omari quitte la séance / verlaat de zitting.

22 Question d'actualité concernant l'ouverture des guichets des services communaux sans rendez-vous (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale) (Ajouté en séance)

Je consulte ce lundi 7 mars le site du service état civil de la commune et j'y lis, en gras et rouge :

Actualité :

CORONAVIRUS

En raison des mesures sanitaires actuelles, le service Etat civil ne reçoit que sur rendez-vous.

Ma question :

Le dernier Codeco du 4 mars dernier ayant levé les contraintes et restrictions liées à la situation sanitaire dans l'espace public et privé, sauf les transports en commun où le port du masque reste obligatoire, le maintien de ce mode fonctionnement a-t-il encore lieu d'être? Et dans l'affirmative, quels paramètres prendrez-vous en compte pour revenir à l'ouverture des services de l'administration sans rendez-vous ?

Je vous remercie de vos réponses.

Dominique Goldberg

Actualiteitsvraag over de opening van de loketten van de gemeentediensten zonder afspraak (op vraag van mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

Ik heb op maandag 7 maart de website van de dienst Burgerlijke Stand van de gemeente geraadpleegd en ik las er in het vet en in het rood:

Nieuws: CORONAVIRUS

Omwille van de huidige gezondheidscrisis ontvangt de dienst Burgerlijke Stand uitsluitend op afspraak.

Mijn vraag:

Het recentste overlegcomité - op 4 maart - heeft de beperkingen en restricties in verband met de veiligheidsmaatregelen in openbare en privéruimten opgeheven, behalve voor het openbaar vervoer, waar het dragen van een masker nog steeds verplicht is. Is het behoud van deze werkwijze dan nog aangewezen? En zo ja, welke parameters zal u in aanmerking nemen om de gemeentediensten opnieuw zonder afspraak open te stellen?

Bedankt voor uw antwoorden.

Dominique Goldberg

Réponse de Madame El Hamidine :

Le maintien ou non du fonctionnement des services sur rendez-vous se pose évidemment actuellement à Forest, mais aussi dans les autres communes de la Région.

Des informations reçues des autres communes, certaines sont au tout sur rendez-vous, d'autre rien sur rendez-vous et les dernières sont dans des situations hybrides : certains jours sur rendez-vous et d'autres sans, certaines démarches sur rendez-vous et pas d'autres,...

A Forest, actuellement, la majorité des services reçoivent sur rendez-vous à l'exception des certificats commandés par mail ou par téléphones et qui sont ensuite délivrés à l'accueil, et des commandes de cartes d'identité/titres de séjour/passeports/permis de conduire commandés en procédures urgentes.

Bien évidemment les situations individuelles des citoyens se présentant à nous sont prises en compte en fonction aussi de l'encombrement des services à ce moment-là.

Nous recevons également des demandes par mail et par téléphone et, en fonction de la situation des personnes (ex : chauffeur d'ambulance ayant besoin d'un permis de conduire professionnel) nous les intercalons dans nos plannings de rendez-vous.

La volonté est de maintenir un service (total ou partiel) sur rendez-vous, comme c'est notamment prévu dans le cadre des projets Dewin, et en partie dans le projet WePulse.

Le système de fonctionnement sur rendez-vous a de nombreux avantages, parmi lesquels celui

du confort pour les employés et les citoyens. En effet :

- Cela permet de fluidifier le service :

Comme indiqué précédemment, le temps d'attente actuelle sur place est en moyenne de 5 à 10 minutes. Il n'y a plus de pics.

- Le public ne se retrouve donc plus dans des salles d'attente bondées.

- Le service et l'accompagnement offert aux citoyens peut se faire de manière plus confortable et gagne en qualité, quand il fallait avant servir les citoyens le plus rapidement possible pour vider les salles d'attente combles.

Notons également que les saisons d'affluence sont mieux contrôlées car le service augmente sa capacité en fonction des périodes de l'année : départ en vacance et besoins de documents de voyages, arrivées d'étudiants étrangers, etc. J'ajoute également que nous n'avons plus comme c'était le cas avant des files de citoyens s'étirant dès 6h du matin tout le long du trottoir.

La fermeture des auto-écoles et centres d'examen ont aussi, en partie, provoqué l'engorgement du service des permis de conduire, qui, une fois réouverts provoquent un afflux massif de demandes.

Un inconvénient toutefois visible des rendez-vous est celui des délais pour obtenir une place disponible. Sur ce point nous travaillons principalement sur plusieurs fronts :

1) L'informatisation de certaines procédures pour éviter que les citoyens et citoyennes n'aient à se rendre à la commune. Les résultats de ceci se retrouvent dans les différentes démarches proposées sur la plateforme Irisbox d'une part, et seront les fruits du projet régional WePulse d'autre part.

2) L'augmentation ou diminution du nombre de plages de rendez-vous disponibles selon les saisons d'affluence et la situation sanitaire. Rappelons sur ce point que bien que nous soyons passés en code jaune le COVID n'a pas disparu et que nous ne sommes pas à l'abri d'une résurgence de la maladie avec les conséquences que nous connaissons.

3) La sensibilisation des citoyennes et citoyens à bien se présenter à leurs rendez-vous ou, le cas échéant, à nous prévenir s'ils devaient ne pas être en mesure de se présenter afin que nous libérions la place pour un autre citoyen. Nous identifions et contactons également les citoyens prenant plusieurs rendez-vous pour une seule démarche afin de libérer les rendez-vous surnuméraires.

4) Mise en place d'un système de « soupape » permettant de proposer chaque semaine des rendez-vous pour la semaine suivante.

5) Diminution là où cela est possible des durées prévues par démarches pour les rendez-vous. On en observe déjà les effets de ces différentes actions au service population qui dispose de rendez-vous pour le lendemain même.

Les effets se font cependant moins sentir dans les autres services et ce pour diverses raisons :

1) Durée obligatoirement plus longue des démarches.

2) Limitations physiques de la capacité d'accueil par le nombre de guichets disponibles.

3) Limitation par la quantité de personnel disponible par service.

L'objectif reste de proposer des rendez-vous dans les meilleurs délais possible.

Lorsque les délais sont élevés, nous observons une augmentation significative des mails et coups de téléphone reçus, ce qui perturbe nécessairement le bon traitement des dossiers en back-office.

Et bien sûr complique la vie de nos citoyennes et citoyens.

Nous n'avons donc pas attendu cette question d'actualité pour travailler à l'optimisation de nos services et à l'augmentation de notre capacité d'accueil, pour autant que cela puisse se faire dans de bonnes conditions.

Bien sûr ces mesures peuvent prendre du temps à faire effet.

Nous attendons également la mise en place dans les semaines ou mois à venir de la solution Q-Matic permettant l'intégration du système de gestion de file au système de rendez-vous.

Cela nous permettra plus facilement de travailler de manière hybride où les citoyens pourraient se présenter sans rendez-vous tout en gardant une priorité de service aux personnes se présentant sur rendez-vous.

Nous avons aussi par le passé été sensibilisés plus d'une fois par le Conseil communal à la

question de la fracture numérique.

Sans revenir en détail sur les réponses déjà données à l'époque (Espace public numérique, service social, service téléphonique, service à l'accueil du bâtiment, empathie), nous avons désigné une personne supplémentaire au sein du département en charge de l'accueil téléphonique et qui se charge de prendre rendez-vous avec les personnes se présentant à nous en situation de fracture numérique. Une aide sera toujours apportée aux personnes ne parvenant pas à prendre rendez-vous. A nouveau, cela correspond à la vision du service de première ligne telle que prévue dans le projet Dewin.

Nous réfléchissons, nous nous adaptons, nous sommes réactifs comme c'est le cas depuis le début de la crise sanitaire, crise sanitaire pendant laquelle, je le rappelle, nous sommes toujours restés ouverts et avons toujours continué nos services sur place quelque que soit la sévérité de la situation et les risques encourus.

Je ne l'ai pas détaillé ici, mais on pourrait aussi évoquer, comme ça a été le cas dans d'autres communes, les trafics et reventes de tickets et de places dans les files quand rien ne se faisait sur rendez-vous.

Antwoord van mevrouw El Hamidine:

De vraag of de werking van de diensten op afspraak al dan niet moet worden gehandhaafd, wordt momenteel uiteraard gesteld in Vorst, maar ook in de andere gemeenten van het Gewest. Volgens de informatie die van andere gemeenten ontvangen werd, werken sommige gemeenten volledig op afspraak, andere helemaal niet op afspraak, en de resterende hybride: sommige dagen op afspraak en andere zonder, sommige procedures op afspraak en andere niet, ... In Vorst ontvangen momenteel de meeste diensten op afspraak, met uitzondering van attesten die per e-mail of telefonisch worden besteld en vervolgens aan het onthaal worden afgegeven, en bestellingen van identiteitskaarten/verblijfsvergunningen/paspoorten/rijbewijzen die in spoedprocedures worden besteld.

Uiteraard wordt rekening gehouden met de individuele situaties van de burgers die zich tot ons wenden, mede afhankelijk van de drukte van de diensten op dat moment.

Wij ontvangen ook verzoeken per e-mail en telefoon en, afhankelijk van de situatie van de mensen (bv. een ambulancechauffeur die een professioneel rijbewijs nodig heeft), passen wij ze in ons afsprakenschema in.

Het is de bedoeling een (volledige of gedeeltelijke) dienstverlening op afspraak te handhaven, zoals meer bepaald is voorzien in de Dewin-projecten, en gedeeltelijk in het WePulse-project. Het op afspraken gebaseerde systeem heeft veel voordelen, waaronder het comfort voor werknemers en burgers. Met name:

- Het maakt de dienstverlening vlotter:

Zoals eerder vermeld, bedraagt de wachttijd ter plaatse momenteel gemiddeld 5 tot 10 minuten. Er zijn geen pieken meer.

- Het publiek bevindt zich niet langer in drukke wachtzalen.

- De dienstverlening en de ondersteuning aan de burgers kunnen op een aangemere manier gebeuren en winnen aan kwaliteit, terwijl het vroeger nodig was de burgers zo snel mogelijk van dienst te zijn om de propvolle wachtzalen leeg te krijgen.

Ook moet worden opgemerkt dat de drukke seizoenen beter onder controle zijn, omdat de dienst zijn capaciteit vergroot naar gelang de periodes van het jaar: vertrek van vakantiegangers en behoefte aan reisdocumenten, aankomst van buitenlandse studenten, ... Ook wil ik hieraan toevoegen dat we niet langer te maken hebben met rijen burgers over de gehele lengte van het trottoir vanaf 6 uur 's ochtends, zoals vroeger het geval was.

De sluiting van rijsholen en examencentra heeft voor een stuk ook geleid tot drukte bij de dienst Rijbewijzen, waardoor, eenmaal ze heropenden, een massale toevloed van aanvragen ontstond.

Een toch wel opvallend nadeel van de afspraken is de tijd die het kost om een plaats te krijgen.

In dat opzicht werken wij op verschillende fronten:

1) De informatisering van bepaalde procedures om te vermijden dat burgers naar de gemeente

moeten gaan. De resultaten hiervan zijn enerzijds te zien in de verschillende procedures die op het IRISbox-platform worden aangeboden, en zullen anderzijds de vruchten zijn van het gewestelijk WePulse-project.

2) De verhoging of vermindering van het aantal beschikbare tijdsblokken voor afspraken, afhankelijk van de drukke seizoenen en de gezondheidssituatie. Laten we in dat verband niet vergeten dat, hoewel we naar code geel zijn overgegaan, COVID niet verdwenen is en dat we niet immuun zijn voor een heropflakking van de ziekte met de ons bekende gevolgen.

3) De burgers erop wijzen dat zij op hun afspraak moeten verschijnen of, indien nodig, ons moeten laten weten dat zij verhinderd zijn, zodat wij de plaats voor een andere burger kunnen vrijmaken. Wij identificeren en contacteren ook burgers die meerdere afspraken maken voor één procedure om de overbodige afspraken vrij te geven.

4) Het opzetten van een systeem met ‘alternatieven’ om elke week afspraken aan te kunnen bieden voor de volgende week.

5) Verkorting, waar mogelijk, van de geplande afspraakduur per procedure.

De effecten van deze verschillende acties zijn reeds merkbaar bij de Bevolkingsdienst, die afspraken heeft voor de volgende dag.

Bij de andere diensten zijn de effecten evenwel minder merkbaar, om verschillende redenen:

1) De duur van de procedures is noodzakelijkerwijs langer.

2) Fysieke beperkingen van de ontvangstcapaciteit als gevolg van het aantal beschikbare loketten.

3) Beperkingen door het aantal beschikbare personeelsleden per dienst.

Het doel blijft om zo snel mogelijk afspraken aan te bieden.

Bij grote vertragingen stellen we een aanzienlijke toename van het aantal ontvangen e-mails en telefoontjes vast, hetgeen uiteraard de correcte verwerking van de dossiers in de backoffice verstoort.

En natuurlijk maakt dit het leven van onze burgers ingewikkelder.

Wij hebben dus niet gewacht op deze actualiteitsvraag om te werken aan de optimalisering van onze diensten en de uitbreiding van onze ontvangstcapaciteit, voor zover dit in goede omstandigheden kan gebeuren.

Natuurlijk kan het enige tijd duren voordat deze maatregelen hun vruchten afwerpen.

Wij verwachten ook dat de QMatic-oplossing in de komende weken of maanden zal worden geïmplementeerd, waardoor het wachtrijbeheersysteem kan worden geïntegreerd in het afsprakensysteem.

Dit zal het voor ons gemakkelijker maken om op een hybride manier te werken, waarbij burgers zonder afspraak kunnen komen, terwijl mensen die op afspraak komen voorrang blijven krijgen bij de dienstverlening.

Wij zijn in het verleden ook meer dan eens door de gemeenteraad attent gemaakt op het probleem van de digitale kloof.

Zonder uitgebreid terug te komen op de antwoorden die toen al zijn gegeven (Digitale Openbare Ruimte, sociale dienst, telefonische dienstverlening, dienstverlening aan het onthaal van het gebouw, empathie), hebben wij binnen het departement een extra persoon aangesteld die verantwoordelijk is voor het telefonisch onthaal en die afspraken maakt met mensen die bij ons komen met een digitale kloof.

Er zal altijd hulp worden geboden aan mensen die geen afspraak kunnen maken. Ook dit is in overeenstemming met de visie van de eerstelijnsdienstverlening zoals gepland in het Dewin-project.

We denken na, we passen ons aan, we zijn reactief, zoals we dat al zijn sinds het begin van de gezondheids crisis, waarin we, ik herinner u eraan, altijd open zijn gebleven en onze dienstverlening altijd ter plaatse hebben voortgezet, ongeacht de ernst van de situatie en de risico's die ermee gepaard gingen.

Ik heb het hier niet in detail beschreven, maar we kunnen ook verwijzen naar, zoals in andere gemeenten het geval was, de handel en doorverkoop van tickets en plaatsen in de wachtrijen terwijl er niets op afspraak gebeurde.

23 **Question d'actualité concernant l'avis de la commune de Forest sur l'arrêté stationnement portant sur tarifs des zones, des cartes et des redevances (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal) (Ajouté en séance)**

Le 24 décembre 2021 le Gouvernement bruxellois, et plus particulièrement la ministre de la Mobilité, a envoyé un courrier sollicitant l'avis des communes sur la révision de l'ordonnance stationnement et, plus particulièrement, sur les aspects liés aux tarifs des zones, des cartes et des redevances repris dans l'arrêté adopté en première lecture en décembre dernier.

Le projet d'arrêté prévoit pour l'instant notamment :

- Un minimum de 15€ pour la 1^{ère} carte habitant, 120€ pour la seconde, pas de 3^{ème}.
- Des redevances désormais fixées à 35 € pour les zones vertes et bleues, 40€ pour les rouges et oranges, 45€ pour les grises et 50€ pour les zones événement.
- Les tarifs dans les zones réglementées sont multipliés par 1,75.
- Les P+R deviennent gratuits pour ceux qui continuent leur chemin en transports publics.
- Les boxes vélos passent à 15€/an, et non plus 60€.

Des ateliers ont été organisés par Brulocalis à l'attention des Communes les 17 et 24 novembre 2021 au sujet de cette réforme relative au stationnement. Une séance de questions-réponses à l'attention des communes s'est tenue le 13 janvier dernier. Et l'avis des communes, initialement sollicité pour le 11 février, était finalement attendu au plus tard pour le 4 mars 2022.

Le stationnement est un sujet sensible qui intéresse les Forestois. Il est étrange que sur un tel sujet, la majorité ne rende pas, au contraire de la plupart des autres communes, un avis faisant remonter les spécificités locales au niveau régional.

Pour quelles raisons la commune de Forest ne remet-elle pas un avis sur cet avant-projet d'arrêté stationnement ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Actualiteitsvraag betreffende het advies van de gemeente Vorst over het parkeerbesluit inzake de tarieven van de zones, de kaarten en de retributies (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

Op 24 december 2021 heeft de Brusselse regering, meer bepaald de minister van Mobiliteit, een brief verzonden om het advies van de gemeenten in te winnen over de herziening van de parkeerordonnantie, meer bepaald de aspecten i.v.m. de tarieven van de zones, kaarten en retributies die zijn opgenomen in het besluit dat in december jl. in eerste lezing is aangenomen.

Het ontwerpbesluit voorziet momenteel in:

- Minimum 15 euro voor de eerste bewonerskaart, 120 euro voor de tweede, geen derde.
- De tarieven zijn nu vastgesteld op 35 euro voor groene en blauwe zone, 40 euro voor rode en oranje zone, 45 euro voor grijze zone en 50 euro voor evenementenzone.
- De tarieven in geregementeerde zones worden vermenigvuldigd met 1,75.
- P+R worden gratis voor wie zijn reis voortzet met het openbaar vervoer.
- Fietsboxen: 15 €/jaar (i.p.v. 60 €/jaar).

Op 17 en 24 november 2021 organiseerde Brulocalis vormingen over deze parkeerhervorming voor de gemeenten. Op 13 januari werd er een vragensessie voor de gemeenten gehouden. En het advies van de gemeenten, dat aanvankelijk voor 11 februari was gevraagd, werd uiteindelijk uiterlijk op 4 maart 2022 verwacht.

Parkeren is een gevoelige kwestie die de Vorstenaren aanbelangt. Het is vreemd dat de meerderheid, in tegenstelling tot de meeste andere gemeenten, over een dergelijk onderwerp geen advies uitbrengt om de lokale bijzonderheden aan het gewestelijk niveau voor te leggen.

Waarom brengt de gemeente Vorst geen advies uit over dit voorontwerp van parkeerbesluit?

Bedankt voor uw antwoord.

Réponse de Madame Van den Bosch :

La politique de stationnement est une question sensible et la ministre de la mobilité, Mme Van den Brandt, a déjà pris de nombreuses initiatives pour impliquer les municipalités dans le processus décisionnel au niveau régional par le biais de :

- Moments de consultation à l'occasion de la révision de l'ordonnance sur le stationnement au printemps 2021.

- Moments de consultation à l'occasion de la révision du plan régional de politique de stationnement à l'automne 2021.

- Ateliers avec les municipalités en novembre sur les parkings publics, les tarifs, les zones et les cartes.

- Une séance de questions-réponses au début de l'année 2022

Lors de l'atelier spécifique organisé par Brulocalis en novembre, 16 des 19 municipalités étaient présentes, y compris les échevins, les maires et l'administration. La conclusion de cet atelier montre que presque toutes les municipalités, à quelques exceptions près, sont d'accord avec le principe d'augmenter les tarifs dans les zones de stationnement.

Deux études récentes ont été présentées pour étayer le débat sur les redevances. Une étude réalisée par Stratec, Engie et Bruxelles Mobilité effectue un benchmarking international des tarifs de stationnement, tandis que l'autre étude, réalisée par Rebel, analyse les effets économiques de la politique de stationnement. Les deux études arrivent à la même conclusion, à savoir que les tarifs du stationnement sur voirie dans la région de Bruxelles sont faibles par rapport à d'autres villes similaires et qu'il existe une marge pour augmenter ces tarifs. Il en va de même pour le stationnement des résidents, qui ne permet pas une utilisation optimale des places disponibles sur rue et hors rue. Il est donc important que la tarification du stationnement des résidents rende le stationnement hors voirie attractif.

Compte tenu des différents moments de concertation au cours desquels la commune a déjà pu donner son avis sur la politique de stationnement, nous n'avons pas jugé utile d'émettre un nouvel avis, tout comme d'autres communes n'en voient plus la nécessité, telles que Watermael-Bosvoorde, Bruxelles-ville et Anderlecht, par exemple.

Toutefois, lors de la séance de questions-réponses du début de l'année 2022, la municipalité de

Vorst a signalé que, pour la proposition de tarif pour la zone événementielle, le tarif proposé (50 €) est inférieur à la somme du tarif horaire (55,50 €), ce qui pourrait inciter les usagers à opter pour le tarif ou à prendre le risque de ne pas payer au lieu de payer le droit de stationnement à l'horodateur (ou par SMS/app).

Monsieur Loewenstein estime que c'est précisément parce que la politique de la mobilité et du stationnement est une matière sensible qu'elle doit faire l'objet d'un débat public au sein du Conseil communal ; regrette que le Collège n'ait pas jugé utile de remettre un avis ; déplore que la participation de la commune se limite aux discussions en groupes de travail avec les experts et que la position du Collège ne puisse être partagée avec la population.

Antwoord van Mevrouw Van den Bosch :

Het parkeerbeleid is een gevoelige materie en de minister van mobiliteit, mevrouw Van den Brandt, heeft reeds talrijke initiatieven genomen om de gemeenten te betrekken bij de besluitvorming op gewestelijk vlak via :

- Overlegmomenten naar aanleiding van de herziening van de parkeerordonnantie in het voorjaar van 2021

- Overlegmomenten naar aanleiding van de herziening van het gewestelijk parkeerbeleidsplan in het najaar van 2021

- Workshops met de gemeenten in de maand november over openbare parkings, tarieven, zones en kaarten

- Een vragen- en antwoordsessie begin 2022

Tijdens de specifieke workshop georganiseerd door Brulocalis in november waren 16 van de 19 gemeenten aanwezig, waaronder zowel schepenen, burgemeesters als administratie. Uit de conclusie van deze workshop blijkt dat zo goed als alle gemeenten, op een enkele uitzondering na, akkoord zijn met het principe om de tarieven in de parkeerzones te verhogen.

Twee recente studies werden voorgesteld om het debat rond de tarieven te onderbouwen. De ene studie uitgevoerd door Stratec, Engie en Brussel Mobiliteit doet een internationale benchmarking van parkeertarieven, de andere studie, gerealiseerd door Rebel, analyseert de economische effecten van het parkeerbeleid. Beide studies komen tot dezelfde conclusie, nl. dat de tarieven voor het on-street-parkeren in het Brussels gewest laag zijn in vergelijking met andere vergelijkbare steden en dat er een marge bestaat om deze tarieven te verhogen. Hetzelfde geldt voor het bewonersparkeren, waardoor de beschikbare plaatsen on-street en off-street niet optimaal worden gebruikt. Het is daarom belangrijk dat de prijszetting van bewonersparkeren het parkeren buiten de openbare weg aantrekkelijk maakt.

Gezien de verschillende overlegmomenten waarop de gemeente reeds haar inbreng heeft kunnen geven met betrekking tot het parkeerbeleid, zagen we geen noodzaak meer om een nieuw advies uit te brengen, net zoals andere gemeenten deze noodzaak niet meer inzagen, zoals Watermael-Bosvoorde, Brussel-Stad en Anderlecht bijvoorbeeld.

Echter, op de vraag- en antwoordsessie begin 2022 heeft de gemeente Vorst gesignaleerd dat, voor het retributievoorstel voor de evenementenzone, het voorgestelde tarief voor de retributie (50 €) lager is dan de som van het uurtarief (55,50 €), wat gebruikers zou kunnen aanzetten om voor de retributie te kiezen of het risico te nemen om niet te betalen in plaats van het parkeergeld te betalen aan de automaat (of via sms/app).

De heer Loewenstein is van mening dat juist omdat het mobiliteits- en parkeerbeleid een gevoelig onderwerp is, hierover een openbaar debat in de gemeenteraad moet worden gevoerd; hij betreurt het dat het College het niet zinvol achtte een advies uit te brengen; hij vindt het spijtig dat de medewerking van de gemeente beperkt blijft tot besprekingen in werkgroepen met deskundigen en dat het standpunt van het College niet met de bevolking kan worden gedeeld.

Levée de la séance à 22:40
Opheffing van de zitting om 22:40

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Betty Moens

Fatima Abbach